



INDUSTRIE ET TERRITOIRES

**COMMENT GAGNER LA BATAILLE DE LA RÉINDUSTRIALISATION ?
REGARDS CROISÉS ENTRE TERRITOIRES, INDUSTRIELS ET SOCIÉTÉ CIVILE**

RÉGION BRETAGNE

NOVEMBRE 2024



BPIFRANCE LE LAB

EN QUELQUES MOTS

Tout le monde doit en avoir conscience : les PME-ETI sont décisives pour l'économie française, en termes de croissance, d'emplois et d'ancrage local. Pour autant, confrontées à des défis spécifiques, celles-ci restent méconnues : il subsiste un déficit de savoirs sur nos PME-ETI qu'il est fondamental de combler.

Bpifrance Le Lab est le laboratoire d'idées des PME-ETI.

Sa mission : stimuler les dirigeants pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Concrètement, **Bpifrance Le Lab** travaille à :

- Tirer les meilleures idées de la recherche et du terrain ;
- Valoriser les expériences et les témoignages de dirigeants ;
- Relier les dirigeants-lecteurs au sein d'une communauté de recherche participative.

Bpifrance Le Lab fait ainsi émerger des idées faites pour les PME-ETI.

Son ambition : des dirigeants épanouis, pour des entreprises qui vont bien.

Retrouvez-nous sur lelab.bpifrance.fr

0

INTRODUCTION

DE LA PUBLICATION NATIONALE AUX
DÉCLINAISONS RÉGIONALES

LA RÉINDUSTRIALISATION EST UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ NATIONALE, ET SE JOUE À L'ÉCHELLE LOCALE

En mai 2024, Bpifrance Le Lab a publié une étude inédite sur la réindustrialisation. Cette étude combine des projections économiques permettant de quantifier sous différents angles l'ambition de réindustrialisation de la France, des perceptions croisées d'industriels et de citoyens, une cartographie du potentiel industriel des territoires et une analyse des stratégies de croissance des industriels. En voici les enseignements principaux :

La réindustrialisation est un défi considérable. A horizon 2035, il faut retrouver une balance commerciale à l'équilibre, ce qui implique dans le secteur de l'industrie manufacturière 233Mds€ de valeur ajoutée supplémentaire en tenant compte de l'inflation (soit une hausse de 5,3 % en valeur par an), la création de 600 000 à 800 000 emplois (soit 50 000 à 67 000 emplois par an entre 2023 et 2035, ce qui représente le double des créations observées entre 2021 et 2023), et un passage de 9,7 % à 12 % de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB.

Si cette marche est haute, elle reste atteignable. Le tissu industriel existant (avec des prévisions de croissance moyenne du chiffre d'affaires de l'ordre de 4 % par an) représenterait 2/3 de la marche à franchir, le 1/3 restant correspondrait à des créations d'entreprises, françaises ou étrangères, sur le territoire français.

L'ambition de réindustrialisation bénéficie du soutien de la population. Les Français s'y disent à 82 % favorables, et 83 % estiment que l'industrie est « une fierté pour les territoires ».

Tous les territoires français ont le potentiel d'accueillir le renouveau industriel. Toutefois ceux-ci verront certainement des formes différentes de réindustrialisation se développer sur leurs sols. L'attractivité de chaque territoire est ainsi façonnée par de multiples facteurs incluant ses atouts géophysiques, sa culture et son histoire industrielle.

LE CHOIX DE L'ÉCHELLE RÉGIONALE

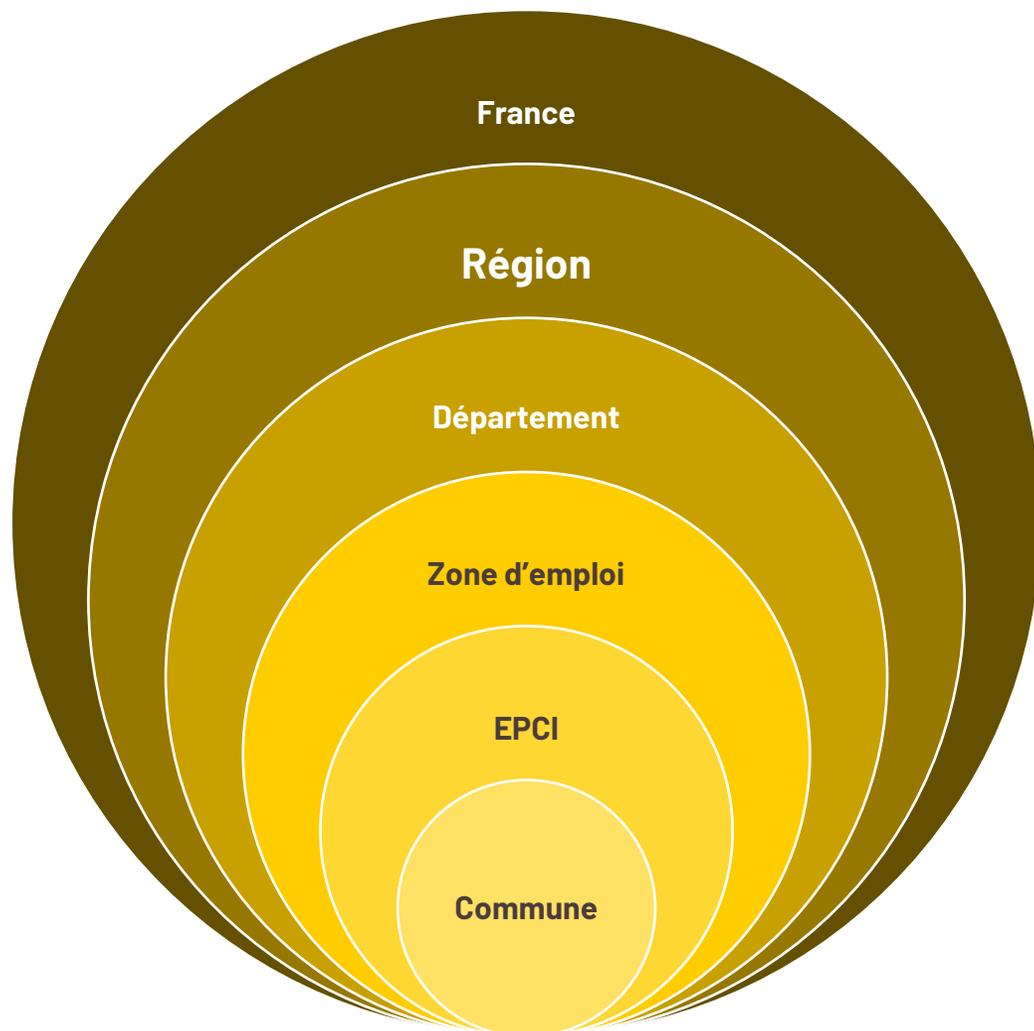
Pour offrir une analyse plus détaillée et pertinente aux dirigeants de PME-ETI, cible principale de Bpifrance Le Lab, ainsi qu'aux acteurs publics, deux prismes d'analyse complémentaires de l'industrie émergent : le **secteur d'activités** et la **géographie**.

Notre étude fait le choix d'adopter le prisme géographique comme angle principal. Nous optons pour une analyse qui reconnaît un caractère unique à chaque territoire, et qui met en lumière les spécificités qui confèrent à chaque lieu son dynamisme industriel propre. Au cœur de cette dynamique se trouvent les dirigeants de PME et d'ETI, ancrés dans le territoire, et pleinement engagés dans l'économie locale.

L'approche sectorielle bien qu'éminemment intéressante est plus largement traitée notamment à travers son incarnation au niveau des politiques publiques dans les Comités Stratégiques de Filières (CSF). Cette approche s'intéresse aux chaînes de valeur – de la conception à la distribution – et permet une compréhension des relations et synergies entre les différents acteurs de cette chaîne. Elle met également au jour les dynamiques de pouvoir existantes : les grandes entreprises dominant en tant que donneurs d'ordre, tandis que les sous-traitants, souvent de plus petite envergure, se trouvent dans une position de dépendance économique qui limite leur influence. Cet angle d'analyse est considéré dans l'étude mais de manière secondaire.

« C'est dans le tissu dense et informel des territoires que se construisent et se reproduisent « les sucres lents de la compétitivité », les ressources de longue durée comme les compétences et les réseaux relationnels qui permettent d'affronter des environnements changeants.»*

*Pierre Veltz dans la Préface de « Refaire l'industrie un projet de territoire » par Caroline Granier de la Fabrique de l'industrie



LES RÉGIONS : DES TERRITOIRES D'ENVERGURE QUI OCCUPENT UNE PLACE CLÉ DANS LA RÉINDUSTRIALISATION

Les régions sont de grands espaces géographiques. Ce sont aussi des acteurs du développement économique de leur territoire et elles ont chacune développé une stratégie de réindustrialisation. Au niveau national, le contexte de crises sanitaires et géopolitiques a dynamisé le soutien à la revitalisation du secteur industriel, notamment à travers le plan « France 2030 ». L'importance de l'échelle locale des actions s'illustre par exemple avec le programme Territoires d'Industrie, visant à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie, qui a été lancé en 2018 puis renouvelé en 2023. En parallèle de cette initiative centralisée, les régions se sont naturellement approprié cet enjeu, depuis plus ou moins longtemps, en résistant à la tendance de désindustrialisation ou en saisissant les opportunités de renouveau industriel. Ces efforts sont visibles, par exemple, dans les sections dédiées à l'industrie des SRDEII*, les plans stratégiques des régions. Cette échelle plus fine des régions, grands territoires avec des visions plurielles, vient donc composer de manière complémentaire avec l'ambition de l'Etat, autour de l'objectif commun de soutenir les territoires dans leurs stratégies de développement industriel.

Notre étude analyse en détails l'échelle territoriale de la réindustrialisation de la France en se posant les questions suivantes :

Comment les régions portent-elles l'ambition nationale de réindustrialisation ?

Quels sont les équilibres établis entre l'approche nationale et les initiatives régionales pour mener à bien la réindustrialisation ?

Quel est le récit de chaque région sur la réindustrialisation ? Qu'est-ce que les régions peuvent offrir sur la réindustrialisation compte tenu de leur histoire, de leur potentiel, de leur stratégie ?

*Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation

COMMENT LIRE CETTE ÉTUDE ?

- 1. La première partie examine des indicateurs économiques et ce qu'ils laissent voir de la réindustrialisation au niveau de la région analysée.** Elle considère plusieurs indicateurs mesurant la valeur ajoutée, l'emploi, et enfin, les créations et stocks d'établissements dans l'industrie manufacturière. Certains sont comparables année par année, permettant de dresser des tendances au fil du temps, d'autres nous donnent la décomposition par secteur, permettant de voir les spécialisations de la région.
- 2. La deuxième partie s'intéresse au potentiel de développement industriel des territoires de la région,** et tente de répondre à trois interrogations : comment la région se positionne par rapport au niveau national ? Est-ce qu'il y a des disparités fortes entre les zones de la région ? Quelles zones d'emploi au sein de la région se démarquent particulièrement ?
- 3. La troisième partie est un regard croisé entre industriels et citoyens.** Quelles perceptions ont-ils de l'industrie, et de la réindustrialisation ? Quel est leur niveau d'acceptabilité de l'industrie au niveau local ? Quel est leur degré d'appétence pour travailler dans l'industrie ? Nous mobilisons ici des données de l'enquête auprès des industriels (2828 répondants) et auprès des Français (5000 répondants au niveau national, 4400 répondants sur des zones d'emploi spécifiques).
- 4. La quatrième partie s'appuie sur l'enquête auprès des dirigeants et analyse les projets des industriels et la façon dont ils s'incarnent dans les territoires.** Comment se traduit leur stratégie de croissance au niveau de leurs implantations ? Quels sont leurs besoins fonciers et leurs freins rencontrés au niveau local ?

A QUI S'ADRESSE CETTE ÉTUDE ?

- Aux dirigeants industriels, décideurs institutionnels, collectivités locales, et aux porteurs de projets industriels en région souhaitant par exemple connaître le niveau d'acceptabilité sociale de différents projets industriels au niveau local ou les priorités exprimées par les industriels dans la région.



CE QU'EST CE TRAVAIL

- Un angle de compréhension de l'industrie dans la région à travers des données brutes
- Une clé d'analyse pour comprendre comment la réindustrialisation se perçoit dans la région et comment cette vision locale diffère de la moyenne nationale, à travers des enquêtes d'opinion auprès des habitants et des industriels de toute la France métropolitaine
- Un focus sur la perception des habitants de zones d'emploi spécifiques



CE QU'IL N'EST PAS

- Une comparaison entre régions
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des départements
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des EPCI ou des communes

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE (2/2)



Un cadrage macroéconomique

Pour comprendre la hauteur de la marche à franchir dans des mesures économiques : Valeur Ajoutée, emplois, créations d'établissements

Sources: l'Insee, la Direction Générale des Entreprises (DGE), EY et l'Observatoire des Start-Up Industrielles

Périmètre : la France métropolitaine, hors DROM



Une cartographie du potentiel industriel des territoires

Un travail en chambre, challengé par des experts et des industriels, pour mesurer - à partir d'une trentaine d'indicateurs - le potentiel de développement industriel des territoires et sa cartographie par zones d'emploi françaises



200+ personnes interviewées

Entretiens réalisés auprès de dirigeants industriels, d'acteurs locaux et d'élus, de chercheurs, d'acteurs de la formation et d'experts de l'industrie



4 journées exploratoires

Rencontres dans 4 territoires choisis pour leurs caractéristiques industrielles, rassemblant représentants de l'Etat, des Régions, des EPCI, et des industriels, : Figeac le 23 février 2024, Valenciennes le 18 mars, Châteauroux le 27 mars et Besançon le 5 avril. Pour ces rencontres, nous avons été accompagnés par les cabinets Ernst&Young, et Compagnum



Une enquête auprès de 2 828 industriels

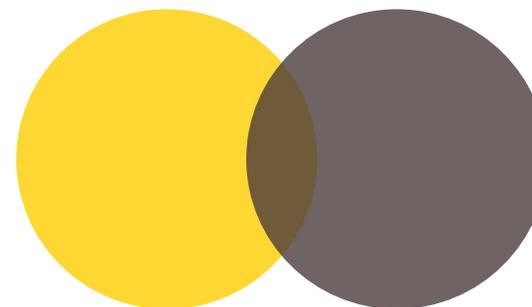
Réalisée du 15 janvier au 22 mars 2024. Nous avons interrogé 30 000 unités légales (en excluant les entreprises ayant moins de 10 salariés), ce sont donc les directeurs de site qui nous ont répondu



Une enquête auprès de 5 000 Français

Réalisée du 14 décembre 2023 au 13 février 2024. L'échantillon est représentatif selon le genre, l'âge, la CSP et la région. Il est complété par des sur-échantillons sur 49 zones d'emploi spécifiques sur les 306 au total en France métropolitaine (à proximité de sites SEVESO par exemple), représentant 4 400 répondants supplémentaires. Cette enquête a été réalisée par Potloc (institut de sondage).

- CSP : Catégorie socioprofessionnelle
- EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
- ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire
- GE : Grandes Entreprises
- Ha : Hectare
- IDE : Investissement direct à l'étranger
- PME : Petites et Moyennes Entreprises
- SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies
- SRDEII : Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation
- SUI : Startup Industrielle
- TI : Territoires d'Industrie
- VA : Valeur Ajoutée
- ZAN : Zéro artificialisation nette
- ZE : Zone d'emploi



L'HISTOIRE INDUSTRIELLE DE LA RÉGION BRETAGNE EN QUELQUES DATES CLÉS

1828

La maison Chancerelle, la plus ancienne conserverie de poissons au monde, naît à Douarnenez et Nantes

Aujourd'hui labellisée PME+ et Entreprise du Patrimoine Vivant, cette PME familiale produit des sardines en conserve depuis des générations.

1962

Sill Entreprises, producteur agroalimentaire, naît à Plouvien

Spécialisée à ses débuts dans le beurre et le lait, la société se lance dans l'univers du jus de fruit dans les années 80 pour faire face à la concurrence sur le marché du lait, grâce à une maîtrise du processus UHT à la fois sur le lait et les jus de fruit. Aujourd'hui, le groupe possède six implantations en Bretagne et une en Nouvelle-Aquitaine, et emploi 1500 personnes.

1963

Thalles DMS s'installe à Brest

Implanté sur un site de 28 Ha, le site compte aujourd'hui 1 800 salariés, dont 1 200 ingénieurs. Le site de Brest est spécialisé dans les systèmes sous-marins et les systèmes embarqués pour avions de combat.

1995

Création du site d'Altho à Saint Gérard, producteur de la marque de chips Bret's

Deuxième marque nationale en France, la marque Bret's trouve ses origines en Bretagne avec une ligne de production et 16 employés. Aujourd'hui, le groupe est implanté dans plusieurs villes bretonnes et va investir 100 millions d'euros pour ouvrir une nouvelle usine à Pontivy, pour créer 40 emplois.

2013

Fondation d'Imeon Energy à Brest, producteur d'onduleurs pour les panneaux solaires

La start-up bretonne spécialisée dans l'optimisation du rendement des panneaux solaires grâce à l'IA s'installe à Brest.

2023

Circul'Egg inaugure sa première usine de revalorisation des coquilles d'œufs à Janzé

Avec une surface de 1 600 mètres carrés, l'usine a une capacité de traitement de 15 à 20 tonnes de coquilles par jour, qui peuvent être revalorisées dans le milieu des compléments alimentaires et de la nutrition humaine et animale.

LA RÉINDUSTRIALISATION, VUE PAR BPIFRANCE EN BRETAGNE

Notre rôle en région est de déployer le continuum de solutions de Bpifrance sur le secteur de l'industrie, notamment, pour soutenir l'accroissement et la modernisation des capacités industrielles dans un modèle plus durable.

Le plan Industrie de Bpifrance est construit autour de 4 axes :

- Soutenir les grandes cathédrales industrielles, et faire émerger les champions internationaux de demain.
- Préparer l'industrie de demain en accompagnant le passage à l'échelle des startups industrielles, en rapprochant les laboratoires et les chercheurs des entrepreneurs, en finançant les programmes d'innovation mais également les sites industriels qui en découlent.
- Accompagner tous les industriels déjà existants dans leurs programmes de développement pour être plus verts, plus compétitifs et les pousser à être plus présents à l'international.
- Rendre plus visible l'industrie grâce à la mise en avant des industriels via la French Fab et le French Fab Tour.

Pour ce faire, nous proposons des modules de conseils et des diagnostics spécifiquement conçus pour le secteur industriel, permettant aux entreprises de bénéficier d'un accompagnement sur des thématiques telles que l'excellence opérationnelle, l'industrie 4.0, la digitalisation, la cybersécurité ou encore la décarbonation.

Nous finançons des programmes d'innovation, d'investissement ou de création de site industriel avec des outils de financement patients (bénéficiant de différé d'amortissement) qui viennent en levier des banquiers et des investisseurs. Nous nous inscrivons dans les plans de financement en tant que financeur aux côtés des banques du pool de l'entreprise et nous pouvons, pour les PME, garantir les prêts bancaires, permettant de limiter le risque final pour les banques.

Nous accompagnons les entreprises industrielles pour les aider à exporter en limitant les risques de change ou de prospection.

L'ensemble des dispositifs de Bpifrance s'inscrit dans une offre plus globale, dans un collectif en région pour proposer des solutions complémentaires aux différents acteurs institutionnels.



Tanguy Roudaut
Directeur Régional
Bpifrance Rennes

#1

L'industrie occupe une place clé dans l'économie de la région

Au sein de la région Bretagne, l'industrie manufacturière représente 13 % de l'économie totale. A l'échelle de la France, la Bretagne représente 5 % de la Valeur Ajoutée (VA) industrielle totale en 2021. L'agroalimentaire et la métallurgie concentrent à eux deux la majorité des établissements industriels de la région. Depuis 2015, la région connaît un rebond sur les emplois industriels (+6 % jusqu'en 2022).

#2

Au sein de la région, chaque bassin d'emploi a des atouts pour accueillir la future vague de l'industrie

Au sein de la région, tandis que certains bassins d'emploi se démarquent par de larges disponibilités foncières (Morlaix, Quimper), d'autres brillent par un écosystème industriel bien implanté (Fougères, Vitré), une réserve de talents industriels (Brest, Lorient), une qualité de vie attractive (Rennes, Vannes) ou encore, un degré d'exposition moindre aux aléas climatiques (Lamballe-Armor, Guingamp).

#3

46% des industriels interrogés dans la région ont un projet d'implantation en France dans les prochaines années

L'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024, estime que la réindustrialisation se fera principalement par le développement du tissu industriel existant. Dans ce cadre, les industriels de la région misent principalement sur des projets d'extension de leurs usines, et qui requièrent du petit foncier, soit moins de 2 Hectares (Ha) par projet.

#4

69 % des habitants de la région sont favorables à l'idée de travailler dans l'industrie

Selon les projections de l'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, la réindustrialisation devrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois par an dans l'industrie d'ici à 2035. Les talents sont ainsi une des conditions clés de la réussite. Allant dans ce sens, 69 % des habitants de la région déclarent être prêts à accepter un nouvel emploi dans l'industrie s'ils étaient en recherche.

L'INDUSTRIE EN RÉGION BRETAGNE EN BREF



5 %

DE LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE TOTALE DE LA FRANCE EN 2021



AGROALIMENTAIRE, MÉTALLURGIE, PLASTURGIE
TROIS SECTEURS QUI CONCENTRENT LA MAJORITÉ DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION



+6 %

D'EMPLOIS INDUSTRIELS ENTRE 2015 ET 2022



15

OUVERTURES NETTES DE SITES INDUSTRIELS EN 2023



2 %

DES IDE ACCUEILLIS PAR LA FRANCE EN 2023



5 %

DES SIÈGES DE START-UP INDUSTRIELLES EN 2023

LES ATOUTS DE LA RÉGION :



Une plus faible exposition aux risques environnementaux



Une haute qualité de vie et attractivité résidentielle



Un fort taux d'emploi industriel



Des entreprises historiques présentes depuis des générations

LES VISIONS DES INDUSTRIELS ET HABITANTS DE LA RÉGION :



Des industriels attachés à leur territoire, portés vers de petites implantations d'usines, et surtout concernés par les enjeux du recrutement et du foncier



Des habitants qui perçoivent la réindustrialisation en cours, enclins à accepter un emploi dans l'industrie, et plus enclins à accepter près de chez eux l'ouverture d'usines de la pharmacie/santé, agroalimentaire, et électrique/électronique

SOMMAIRE

- 1. QUEL PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?**
- 2. QUEL EST LE POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LA RÉGION?**
- 3. COMMENT LES FRANÇAIS ET LES INDUSTRIELS VOIENT LA RÉINDUSTRIALISATION ?**
- 4. QUELLES STRATÉGIES POUR LES INDUSTRIELS DANS LA RÉGION?**
- 5. LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION**



LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION

QUE DISENT LES DONNÉES ÉCONOMIQUES SUR L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?

POURQUOI ANALYSER LES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE LA RÉGION ?

- Cette section offre une grille de lecture pour se saisir de l'ampleur et de la dynamique de l'industrie au niveau territorial. Cette analyse économique, à l'échelle de la région, autour d'indicateurs de valeur ajoutée, emplois, stocks et création d'établissements permet de déceler les spécificités industrielles régionales qui peuvent se dissimuler derrière les moyennes nationales.
- Au travers de ces indicateurs, nous apportons des éléments sur les questions suivantes : quelles sont les tendances au sein des régions ? Les régions suivent-elles les mêmes tendances que le niveau national ? Quel est le poids de l'industrie dans l'économie totale ? Quelles sont les spécialisations sectorielles des régions ?

L'INDUSTRIE DANS LA BRETAGNE, SELON LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

- L'étude analyse des séries temporelles avec comme point de départ l'année 1995*, date souvent retenue comme marquant le début de la désindustrialisation en France. L'année 2015 quant à elle signale le regain d'intérêt national pour l'industrie et le début de la période de réindustrialisation.
- Ainsi, depuis 1995 l'évolution des différents indicateurs économiques en Bretagne reflète souvent une inflexion autour de l'année 2015.
 - Le poids en valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans l'économie de la Bretagne est passé entre 1995 et 2010 de 15,8 à 13,7 % avant de se stabiliser.
 - Le nombre d'emplois n'a pas subi de choc de désindustrialisation et est resté stable de 1995 à 2022 à environ 168 000 salariés dans l'industrie.
- Le poids des créations d'établissements industriels dans l'économie totale (12 %) reflète également la place importante que l'industrie manufacturière continue d'occuper au sein de l'économie régionale.
- En Bretagne, l'étude des établissements permet de dégager la spécialisation sectorielle régionale. Les établissements industriels avec plus de 10 salariés sont principalement concentrés dans deux secteurs : l'agroalimentaire et la métallurgie.

**Lorsque la donnée est disponible sur cette période, pour les créations d'établissements un changement de base de l'INSEE ne permet pas la comparaison des données pré-2013 avec les données post-2013)*

PÉRIMÈTRE : LORSQU'ON PARLE D'INDUSTRIE, À QUOI SE RÉFÈRE-T-ON ?

Dans les modélisations économiques qui suivent, il est question de **l'industrie manufacturière**.

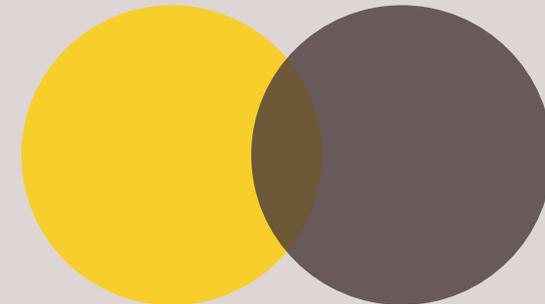
Il s'agit de toutes les activités liées à la transformation de matières premières en biens de consommation, incluant la conception et la production de ces biens. Il s'agit du périmètre économique retenu par RTE (Réseau de Transport d'Electricité) dans ses scénarios prospectifs* et par le Gouvernement dans ses objectifs de réindustrialisation.

Cela exclut :

- **Les industries extractives** : peu dimensionnantes (0,9 % de la valeur ajoutée totale de l'industrie en 2022), et bien que stratégiques pour ce qui est des matériaux critiques, elles ne peuvent être au cœur de la réindustrialisation, du fait des contraintes de ressources minières en France. Le sujet est plutôt, lorsque les minerais sont absents du territoire national ou inexploitable, d'en sécuriser l'approvisionnement par des importations.
- **Les industries énergétiques** : les besoins en énergie sont principalement déterminés par l'industrie manufacturière et résultent des hypothèses économiques de réindustrialisation. Ils font l'objet de travaux ad hoc de RTE, pour une sécurisation de l'approvisionnement énergétique (volume à produire au maximum en France ou à importer). A titre indicatif, les industries énergétiques représentent près de 13 % de la valeur ajoutée de l'industrie en 2022)
- **La gestion de l'eau et le traitement des déchets**

Pour une liste exhaustive des secteurs concernés, se référer aux catégories [Insee](#) de l'industrie manufacturière.

* RTE, [Futurs Énergétiques 2050](#), 2021



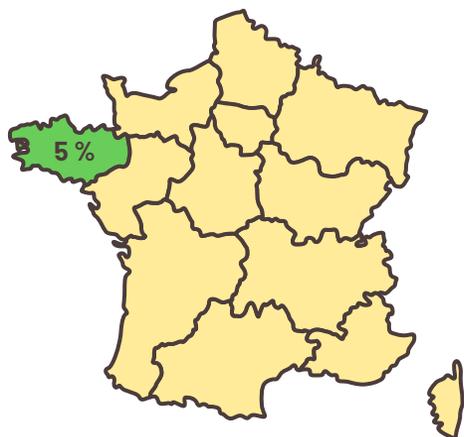
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION BRETAGNE

UNE APPROCHE PAR LA VALEUR AJOUTÉE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

LA RÉGION BRETAGNE CONTRIBUE À HAUTEUR DE 5 % À LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE* DE LA FRANCE

- La Bretagne représente 5 % de la valeur ajoutée industrielle totale de la France en 2021.
- La région Bretagne, malgré son poids relativement moindre dans le tissu industriel français, a un rôle à jouer vis-à-vis de l'ambition nationale de réindustrialisation. L'objectif de réindustrialisation à horizon 2035 décrit par l'étude nationale suppose une augmentation de la valeur ajoutée de l'industrie de 5,3 % par an à prix courant à l'échelle du pays.

Graphique 1. Valeur ajoutée : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021

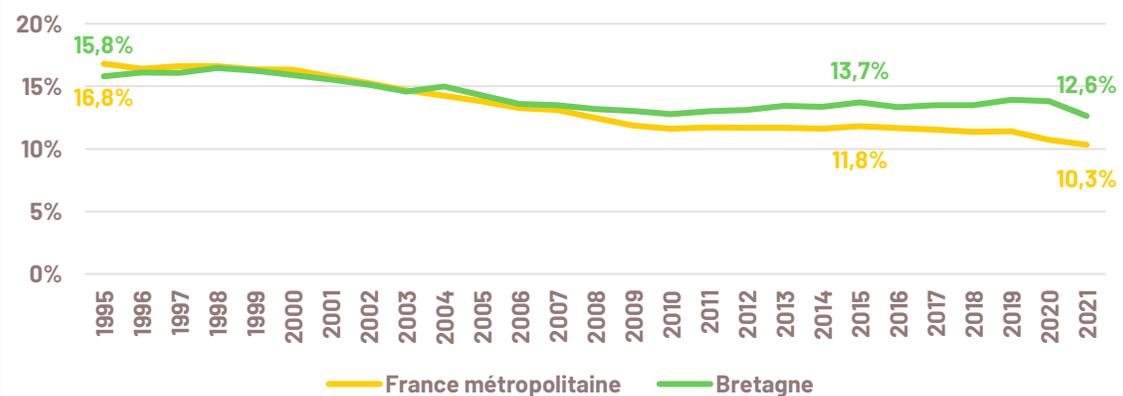


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee
*Industrie manufacturière

MALGRÉ UNE BAISSÉ DE SON POIDS DANS L'ÉCONOMIE DE LA RÉGION, L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE RESTE CLÉ POUR LA RÉGION

- Le poids de l'industrie manufacturière dans l'économie de la région Bretagne a baissé entre 1995 et 2010 mais moins fortement qu'au niveau national. Cette baisse s'est ralentie depuis 2010 et l'indicateur s'est stabilisé autour de 2015. A noter, la baisse observée en 2020-2021 peut être largement attribuée à la crise du COVID.
- L'augmentation de la part des services dans l'économie, aussi bien régionale que nationale, a également contribué à cet allègement du poids de l'industrie.

Graphique 2. Valeur ajoutée : Evolution du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie totale (en %)



*L'étude nationale Bpifrance - Le Lab fait état d'une part de l'industrie manufacturière dans le PIB de 9,7 % en 2023. Pour une granularité régionale et sectorielle pertinente, nous avons pu accéder aux données de VA jusqu'à 2021. Pour rappel, le PIB est la somme des VA, augmentée des impôts sur les produits (dont TVA) et diminuée des subventions sur les produits.

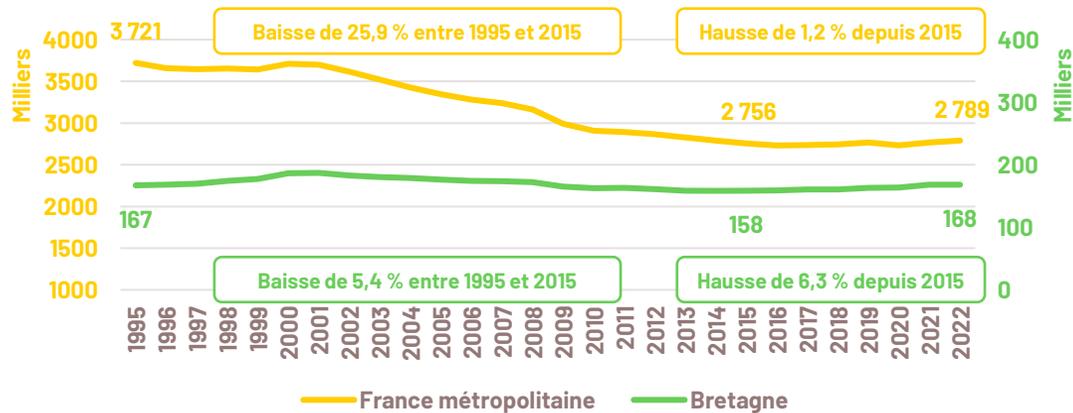
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION BRETAGNE

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS INDUSTRIELS MANUFACTURIERS

EN ABSOLU, LE RÉCENT REBOND DE L'EMPLOI INDUSTRIEL AU NIVEAU NATIONAL EST AUSSI PRÉSENT AU NIVEAU RÉGIONAL

- L'étude nationale a établi que pour accomplir l'objectif de réindustrialisation, il faudrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois industriels supplémentaires par an entre 2023 et 2035.
- Cependant ces créations d'emplois varieront selon les secteurs, du fait de différences structurelles en gains de productivité. Les spécialisations sectorielles de chaque région joueront dès lors un rôle important dans les magnitudes de créations d'emplois industriels lié à la réindustrialisation.
- L'emploi dans l'industrie manufacturière en région Bretagne a connu un déclin bien moins prononcé que celui ressenti au niveau national avant de se stabiliser autour de 2015, et on observe en Bretagne depuis 2015-2016 un rebond de l'emploi industriel plus soutenu qu'au niveau national.

Graphique 3. Emplois : Evolution du nombre d'emplois industriels*

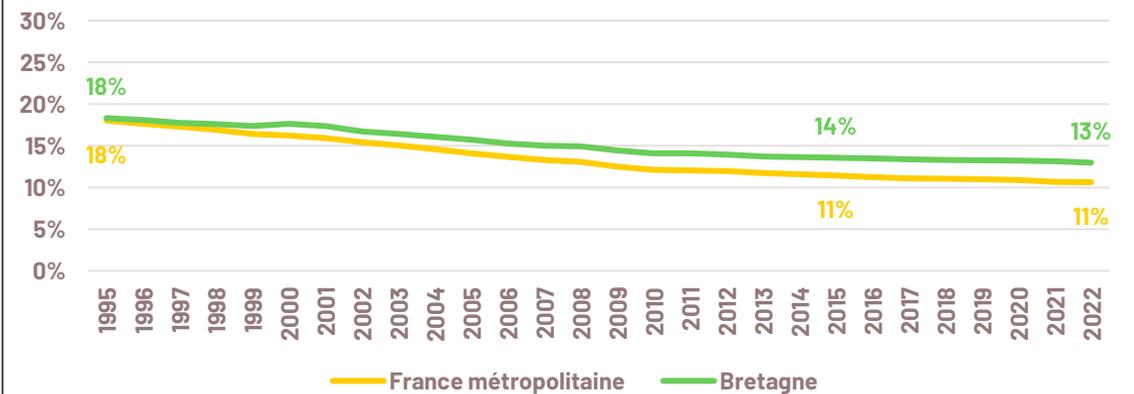


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
 *Industrie manufacturière

EN RELATIF, L'EMPLOI INDUSTRIEL A VU SA PART BAISSER AU NIVEAU RÉGIONAL

- La part des emplois industriels dans l'emploi total est en baisse depuis 1995. Mais on observe également sur cet indicateur une stabilisation autour des années 2015-2016.
- L'ampleur de la baisse observée depuis 1995 peut être nuancée en considérant le phénomène de réorganisation interne des entreprises et d'externalisation d'une partie des fonctions (comptabilité, informatique, logistique, etc.) vers des prestataires de services qui a conduit à un transfert d'emplois de l'industrie vers le tertiaire.
- Si la part de l'emploi industriel dans l'emploi total a baissé par le passé autant au niveau national qu'au niveau de la région Bretagne, celui-ci représente toujours une part non négligeable de l'économie locale (13 % de l'emploi total en 2022), plus importante que la part de l'emploi industriel dans l'emploi total au niveau national.

Graphique 4. Emplois : Evolution du poids des emplois industriels* dans l'emploi total



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
 *Industrie manufacturière

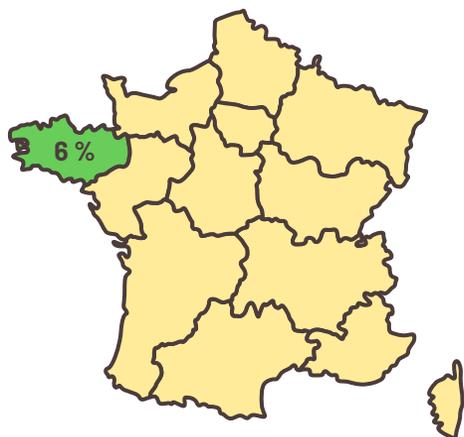
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION BRETAGNE

UNE APPROCHE PAR LE STOCK D'ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

L'AGROALIMENTAIRE ET LA MÉTALLURGIE REPRÉSENTENT PLUS DE LA MOITIÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE EN BRETAGNE

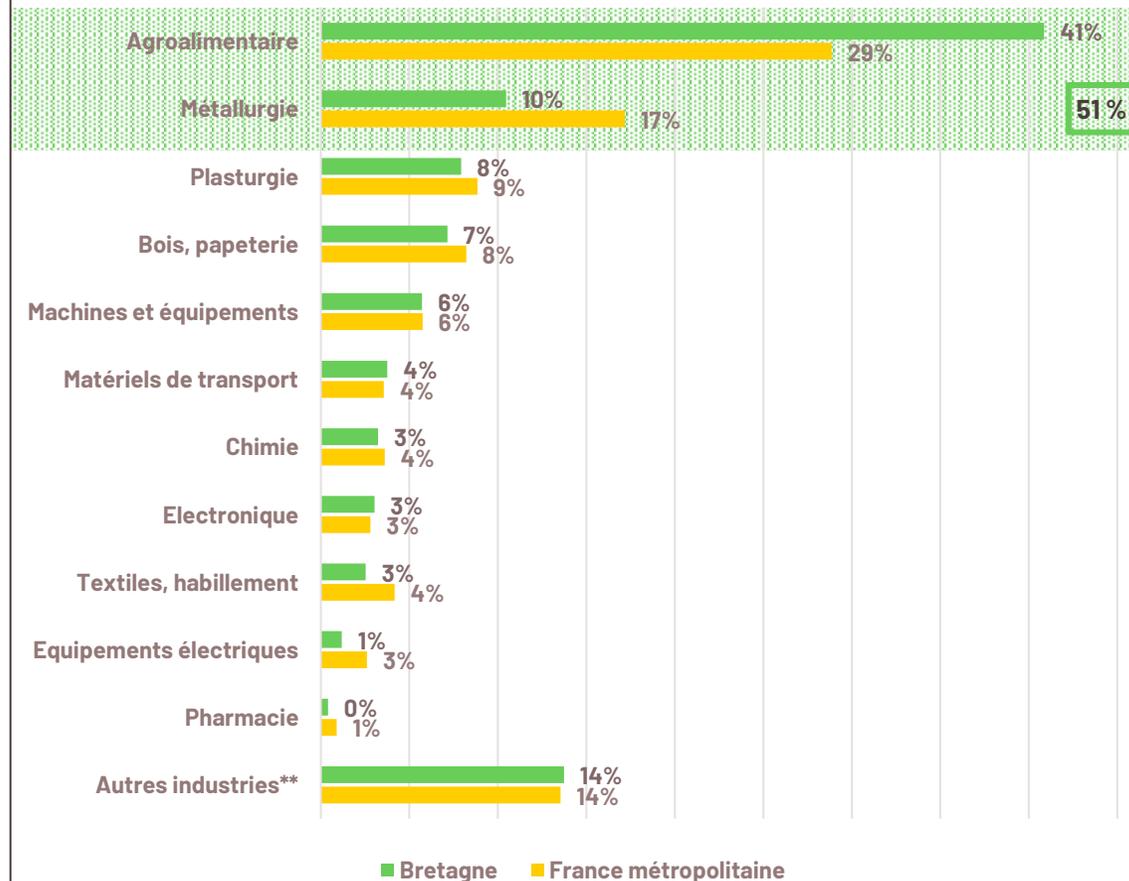
- Dans la région, **les secteurs de l'agroalimentaire (41 %) et de la métallurgie (10 %)** sont les 2 secteurs où l'on retrouve le plus grand nombre d'établissements industriels de +10 salariés.
- L'importance de l'élevage en Bretagne explique le fort développement des industries d'amont (fabricants d'aliments pour animaux) et d'aval (abattage, transformation et industrie laitière) de cette activité. Des sites industriels de Socopa (viandes) et de Candia (produits laitiers) y sont par exemple présents.
- L'industrie métallurgique bretonne est forte de sa diversité, recouvrant multiples activités comme l'aéronautique, l'automobile et les énergies. Des entreprises comme Prestia à Val d'Oust (traitement et revêtement des métaux) et Alu Rennais à La Chapelle-des-Fougeretz (menuiserie métallique) contribue à l'écosystème industriel de la région.

Graphique 5 – Nombre d'établissements : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021



*Le champ d'analyse se base sur les 13 régions de France métropolitaine, hors DROM

Graphique 6. Répartition sectorielle des établissements* de l'industrie manufacturière en 2021 (en %)



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores
*à partir de 10 salariés

** Autres industries comprend « Cokéfaction et raffinage » et « Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements »

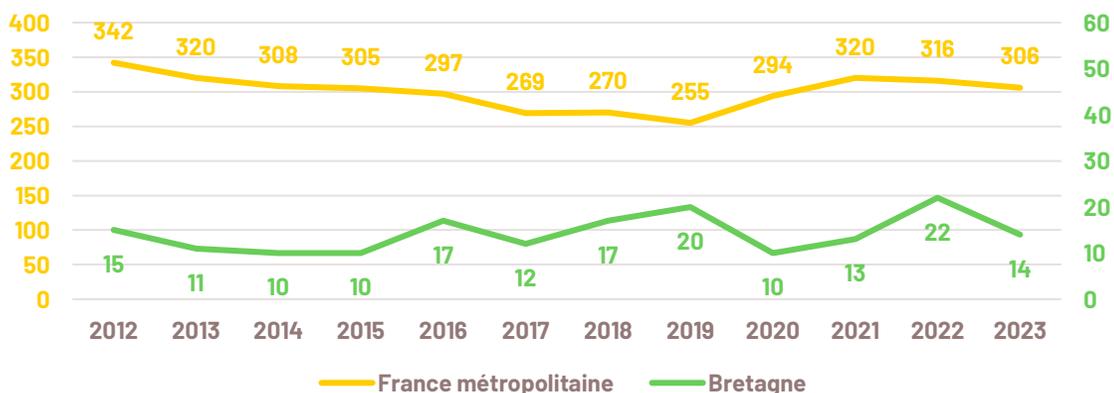
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION BRETAGNE

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS* PLUTÔT STABLES

- Pour cet indicateur, nous nous penchons sur les créations d'établissements dans l'industrie manufacturière avec plus de 10 salariés. Avec ce seuil, nous cherchons à centrer notre recensement sur les usines et centres de R&D d'entreprises industrielles, ce qui passe par l'exclusion des activités artisanales (par exemple, les boulangeries) qui ne s'inscrivent pas dans le périmètre de la réindustrialisation.
- La période d'inflexion observée en 2019 au niveau national coïncide avec l'impulsion donnée par les programmes de l'Etat et un écho médiatique autour de la réindustrialisation.
- En Bretagne, on observe que l'attractivité de la région pour l'accueil des nouveaux établissements industriels est fluctuante mais au global relativement stable.

Graphique 7. Nouveaux établissements : Dynamique des créations dans l'industrie*



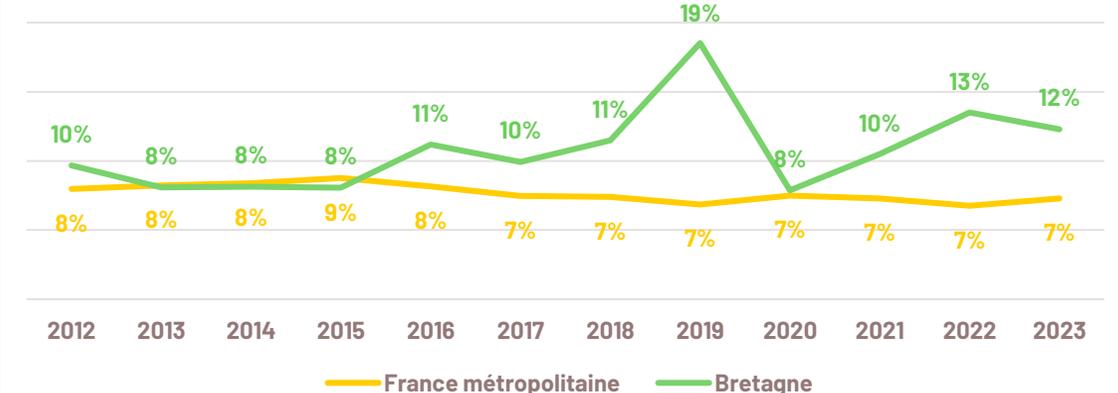
Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE (la base SIDE ne contient pas de données antérieures à 2013 et la base précédemment en vigueur, REE, n'est pas comparable)

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

DANS LA RÉGION, UNE PART DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE EN LÉGÈRE HAUSSE

- Comme perçu à travers les autres indicateurs, l'industrie occupe une place importante dans l'économie de la région.
- Une tendance est difficile à dessiner à partir de ces données de créations d'établissements, en effet le nombre d'établissements de plus de 10 salariés créés par an au niveau régional étant relativement bas, la série reflète une certaine volatilité.
- En mettant de côté le pic de 2019 qui fait figure d'anomalie, on remarque que la part des créations d'établissements de plus de 10 salariés dans l'industrie repart à la hausse entre 2020 et 2023.

Graphique 8. Nouveaux établissements : Evolution du poids de l'industrie* dans l'économie totale



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION BRETAGNE

OUVERTURES DE SITES, IDE, PRÉSENCE DE START-UP INDUSTRIELLES, ETI : UNE RÉGION DYNAMIQUE

15 ouvertures nettes de sites industriels en 2023

(Baromètre industriel de l'Etat, DGE)

Ouvertures:

- **Faïenceries de Cornouaille** dans la production de bols à Saint-Evarzec
- **Circul'Egg** dans la valorisation de coquilles d'oeufs à Janzé
- **Brangeon** dans la valorisation de déchets à Saint-Jacques-de-la-Lande

Fermetures:

- **Fleury Michon** dans l'agroalimentaire à Plélan-le-Grand

Avec 29 IDE, la Bretagne capte 2 % des IDE accueillis par la France en 2023

A l'échelle de la France, ce sont 44 % des IDE annoncés qui concernent implantations ou extensions d'usines.

(Baromètre EY de l'Attractivité de la France)

-  **BOSCH Bosch Home Comfort Group** dans la production de ballons d'eau chaude et de pompes à chaleur à Saint-Thégonnec

126 sièges de start-up industrielles en 2023, soit 5 % des sièges des 2523 start-up industrielles françaises.

(Observatoire des startups industrielles, Bpifrance)

-  **Terrial** dans la fabrication d'engrais à Bruz
-  **Ekinops** dans le transport optique à Lannion
-  **Entech** dans le stockage d'énergie à Quimper
-  **NG Biotech** dans les auto-tests rapides à Guipry-Messac
-  **Algaia** dans production d'additifs naturels à Lannilis

Parmi les établissements de l'industrie manufacturière dans la région, 6 % ont plus de 200 salariés

(Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores)

-  **SAFRAN Safran** dans les systèmes de navigation à Fougères
-  **Socopa** dans les viandes et la charcuterie à Quimperle, Graces, Châteauneuf-du-Faou
-  **candia** dans les produits laitiers à Quimper

*Ici, le champ d'analyse comprend uniquement les établissements de plus de 10 salariés

2

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA RÉGION

UN NOUVEAU PAYSAGE INDUSTRIEL SE DESSINE DANS LES RÉGIONS FRANÇAISES DE DEMAIN

L'industrie a profondément marqué le territoire français et ses paysages. Seulement, **l'industrie ne pourra plus choisir son territoire comme auparavant. La sobriété foncière qu'impose l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN), l'impératif d'une gestion plus sobre de l'eau, la pénurie des compétences bouleversent le rapport de l'industrie aux territoires.** A l'aune de ces nouveaux critères, chaque région présente son lot d'atouts et de limites.

De là notre effort pour comprendre le paysage industriel régional, en partant des besoins des industriels et des dispositions des territoires. Entre la cathédrale industrielle et son prérequis foncier, la PME arrimée à son territoire et attachée à une main-d'œuvre locale qu'elle a formée depuis plusieurs décennies, et la startup industrielle qui naît sur un territoire mais passera potentiellement à l'échelle sur un autre, les besoins de chacun sont éminemment hétérogènes.

Les dispositions du territoire sont, elles, analysées à travers **une cartographie du potentiel de développement industriel des régions** se basant sur:

- 33 critères alimentés par des bases de données publiques disponibles et comparables au niveau national (cf slide suivante) ;
- Répartis en 5 familles ou « capitaux » : le capital physique (foncier et infrastructures logistiques), le capital écosystémique (culture et poids historique de l'industrie), le capital humain (élèves en formation industrielle), le capital qualité de vie (mobilité, soins, services, solde migratoire), et le capital environnemental (risques de sécheresse et d'inondation).

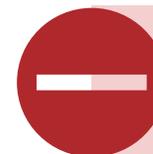
Notre analyse du potentiel industriel régional se caractérise par trois approches :

- Les critères de notre cartographie sur lesquels la région se démarque ;
- Le niveau d'hétérogénéité des zones d'emploi qui composent la région ;
- Les zones d'emploi qui tirent particulièrement la région vers le haut et qui présentent le plus fort potentiel.



CE QU'EST CE TRAVAIL

Une grille de lecture pour apprécier, en première analyse, le potentiel de développement industriel des territoires, sur la base de **critères transverses à l'ensemble de l'industrie** (pas de critère sectoriel)



CE QU'IL N'EST PAS

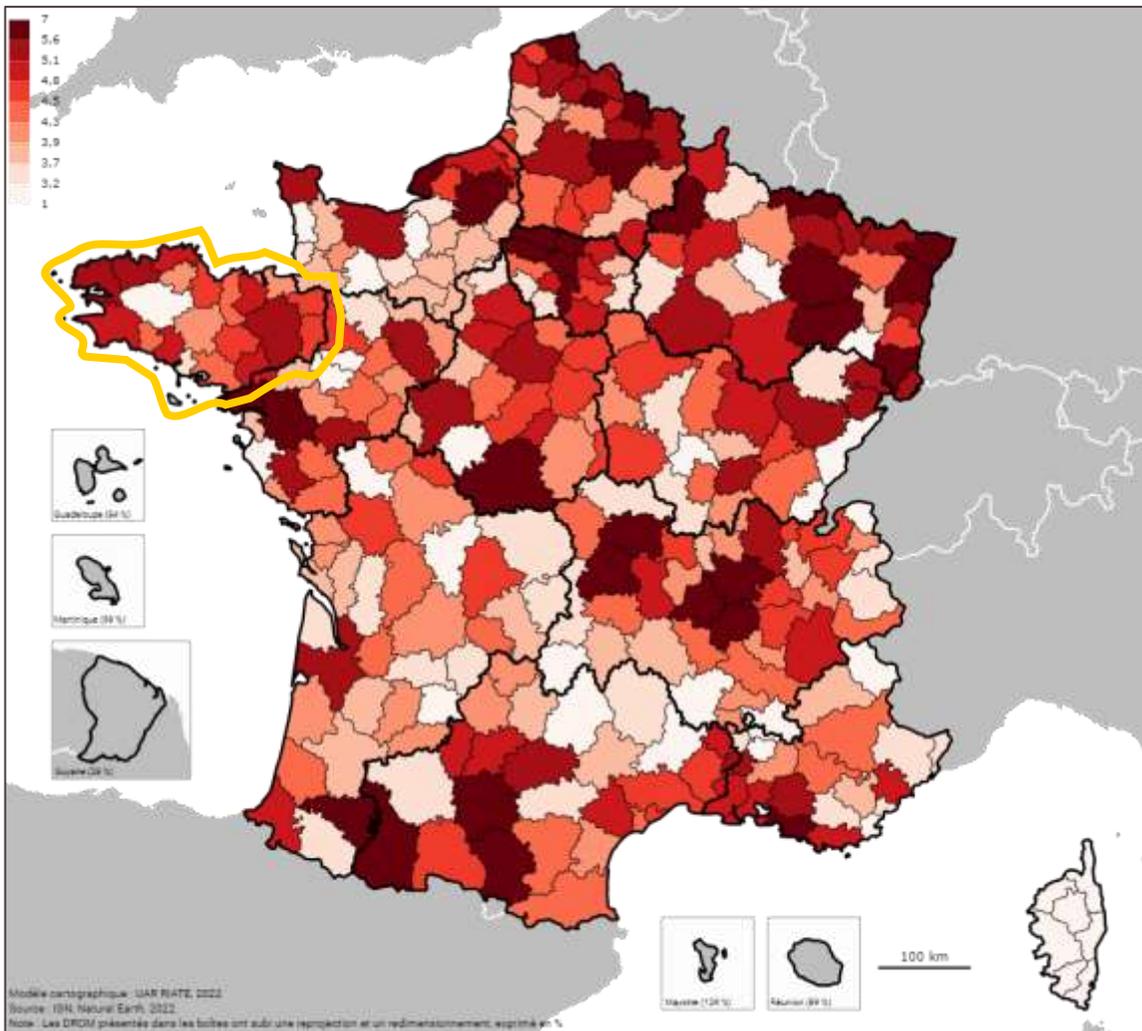
- Il ne permet pas à un industriel de déterminer son territoire d'implantation. **Charge à chaque entreprise d'approfondir la cartographie Bpifrance Le Lab avec une analyse de son marché et de son secteur.**
- Il ne traite pas de la politique industrielle ou économique portée par l'Etat. **Il n'y est question ni de coût du travail, ni de coût de l'énergie, ni de fiscalité économique nationale**, mais uniquement de critères locaux d'attractivité industrielle.
- **Il ne traduit pas la stratégie des territoires.**
- **Il n'est pas une analyse des DROM, par manque de données disponibles.**

LES 33 CRITÈRES D'APPRÉCIATION DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES TERRITOIRES

Famille et pondération		Dimension et sous-pondération		Indicateur	Source
Capital physique	41%	Foncier	53%	Surface de sites clés en main (Ha)	ANCT, DGE
				Surface de foncier économique (Ha)	Banque des Territoires, France Foncier +
				Surface de friches industrielles disponibles (Ha)	Cartofriches (Cerema)
				Surface accordée à des activités industrielles (m ²)	Sitadel2 (Min. transition écologique)
		Infrastructures logistiques	47%	Proximité d'une autoroute	Association des Sociétés Française des Autoroutes
				Nombre de gares de fret	SNCF
				Tonnage brut du port maritime rattaché à la zone d'emploi	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
				Tonnage brut des aéroports rattachés à la zone d'emploi	UAF (union des aéroports français)
Capital écosystémique	29%	Ecosystème industriel	54%	Evolution des créations d'emplois industriels 2017-2019 (Nombre)	Insee, Flores
				Nombre d'emplois salariés dans le secteur de l'industrie manufacturière	Insee, Flores
				Part d'emplois dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, RP 2020
				Taux de création d'entreprises dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, REE 2021
				Nombre de pôles d'excellence (IRT, pôles de compétitivité, PUI)	DGE, Ministère de l'ens. supérieur et de la recherche
				Nombre de sites industriels issus du top 100 des usines françaises selon leurs effectifs	L'Usine Nouvelle
		Gouvernance	31%	Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 1 (2018-2023) (%)	ANCT
				Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 2 (2023-2027) (%)	ANCT
		Culture / Histoire	16%	Nombre de sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs (Seveso)	Géorisques
				Nombre d'entreprises du patrimoine vivant (EPV)	Institut National des Métiers d'Art
Age moyen des entreprises industrielles (années)	SIRENE				
Capital humain	20%	Compétences	80%	Nombre de diplômés dans l'industrie hors cursus ingénieur	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
			15%	Taux de chômage (%)	Insee
			5%	Présence d'au moins une école de production	Fédération Nationale des Écoles de Production
Capital qualité de vie	7%	Mobilité	25%	Moyenne du nombre de liaisons ferroviaires de voyageurs pondérées par la population	Autorité de régulation des transports
				Temps de trajet moyen entre le domicile et le travail (minutes)	Insee, RP 2020, Metric 2021
				Présence d'un métro, tram ou RER	Wikipedia
		Solde migratoire	25%	Evolution de la population due au solde migratoire 2014-2020 (Nombre)	Observatoire des territoires
		Accès aux soins	25%	Nombre de consultations médicales accessibles par habitant par an (indicateur APL)	DREES
Centralité des servcs. et équipt.	25%	Indicateur de centralité des services et équipements	Observatoire des territoires		
Capital environnemental	3%	Sécheresses	40%	Indicateur de résilience aux sécheresses à horizon 2035	Bpifrance, Direction des Risques à partir de données GIEC, Météo France, BRGM, CCR, Géorisques
		Inondations	40%	Indicateur de résilience aux inondations à horizon 2035	
		Autres catastrophes naturelles	20%	Indicateur de résilience aux retraits/gonflements des argiles à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux incendies à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux vagues de chaleur à horizon 2035	

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DES TERRITOIRES INDUSTRIELS

Cartographie du potentiel de développement industriel des territoires



Capital	Carte (zones d'emploi)	Pondér.*
Physique		41 %
Ecosys.		29 %
Humain		20 %
Qualité de vie		7 %
Env.tal		3 %

Quels critères sont priorités par les industriels pour s'implanter ?

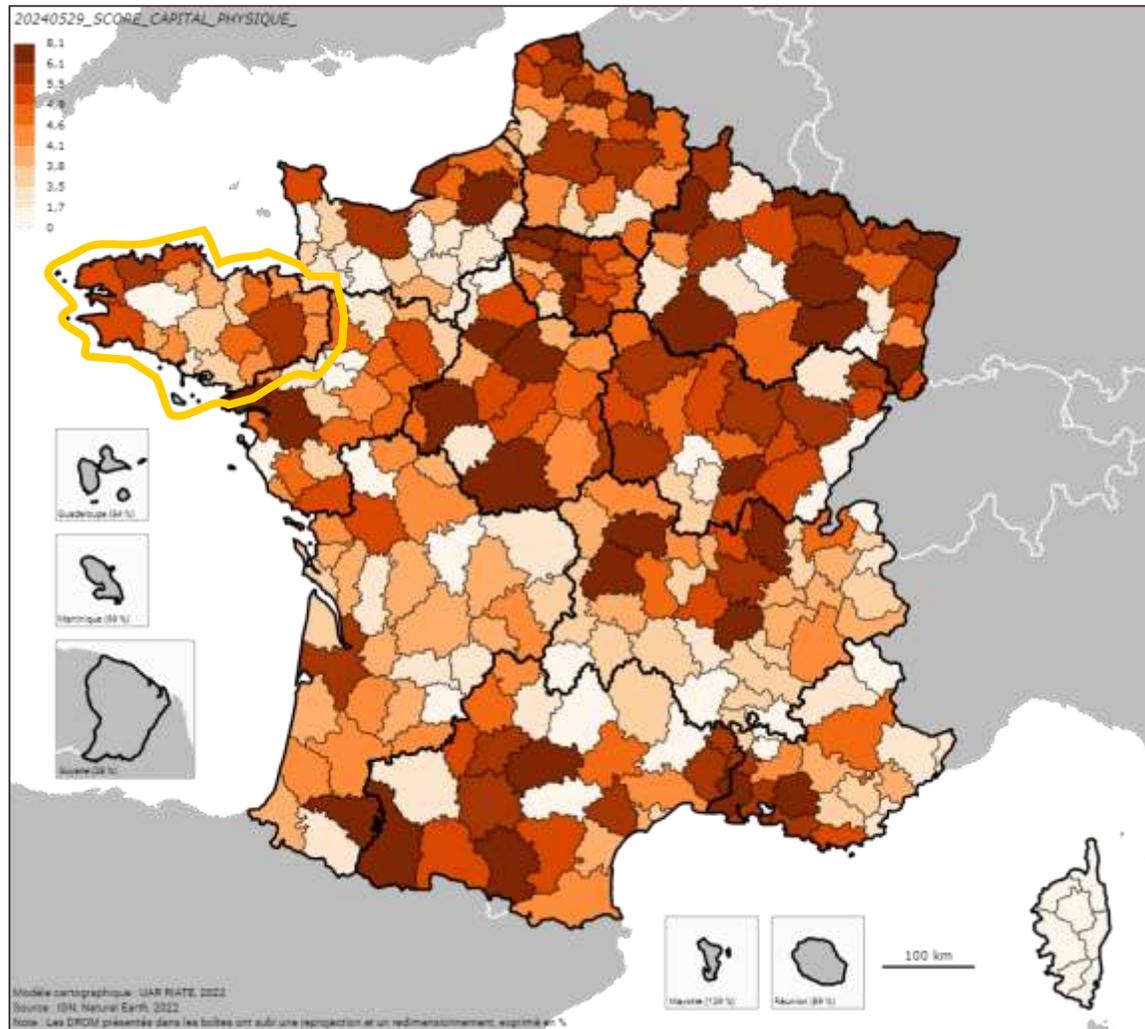
La pondération entre les différents capitaux a été établie par Bpifrance Le Lab à partir des priorités exprimées par les dirigeants industriels considérant une prochaine implantation dans une enquête nationale représentative.

Au niveau national, les industriels considèrent d'abord le foncier (55 %), les talents (50 %) et la présence d'infrastructures (49 %). Viennent ensuite la proximité à son marché (35 %), la qualité du dialogue avec les élus locaux (22 %), le cadre de vie local (17 %), la culture et l'histoire industrielle (11 %), la ressource en eau et/ou l'exposition aux risques naturels (7 %), et enfin, les centres de recherche (3 %).

Ces neuf critères sont ici regroupés en cinq grandes familles, et font ressortir en priorité le capital physique, qui regroupe notamment le foncier et les infrastructures, deux des trois critères en tête de liste des priorités des industriels.

*Pondération adaptée des industriels : Source : Enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2828 dirigeants d'entreprises industrielles, pondération effectuée à partir d'un reclassement des réponses à la question « Quels critères regarderez-vous en priorité pour votre prochaine implantation industrielle ? »

LE CAPITAL PHYSIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Qu'entend-on ici par capital « physique » de l'industrie ? La présence de disponibilités foncières et d'infrastructures logistiques, qui figurent parmi les premiers critères en tête pour une implantation industrielle.

Cette carte affiche les surfaces de sites clé en main, de foncier économique, de friches industrielles disponibles et accordées à des activités industrielles, la proximité d'une autoroute, le nombre de gares de fret, le tonnage des ports maritimes et des aéroports. Elle ne prend pas en compte la structuration locale des observatoires fonciers, les terrains déjà alloués, ou sous promesse de vente, ou le raccordement électrique**.

UNE RÉGION DISPOSANT DE NOMBREUX PORTS MAIS DE RELATIVEMENT PEU DE FONCIER ET D'INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

La région se démarque par son ouverture à l'international grâce à ses ports et infrastructures logistiques.

La région dispose de 17 Ha de sites clés en main (contre 171 en moyenne par région) mais comporte 226 Ha de foncier économique (contre 236 en moyenne par région).

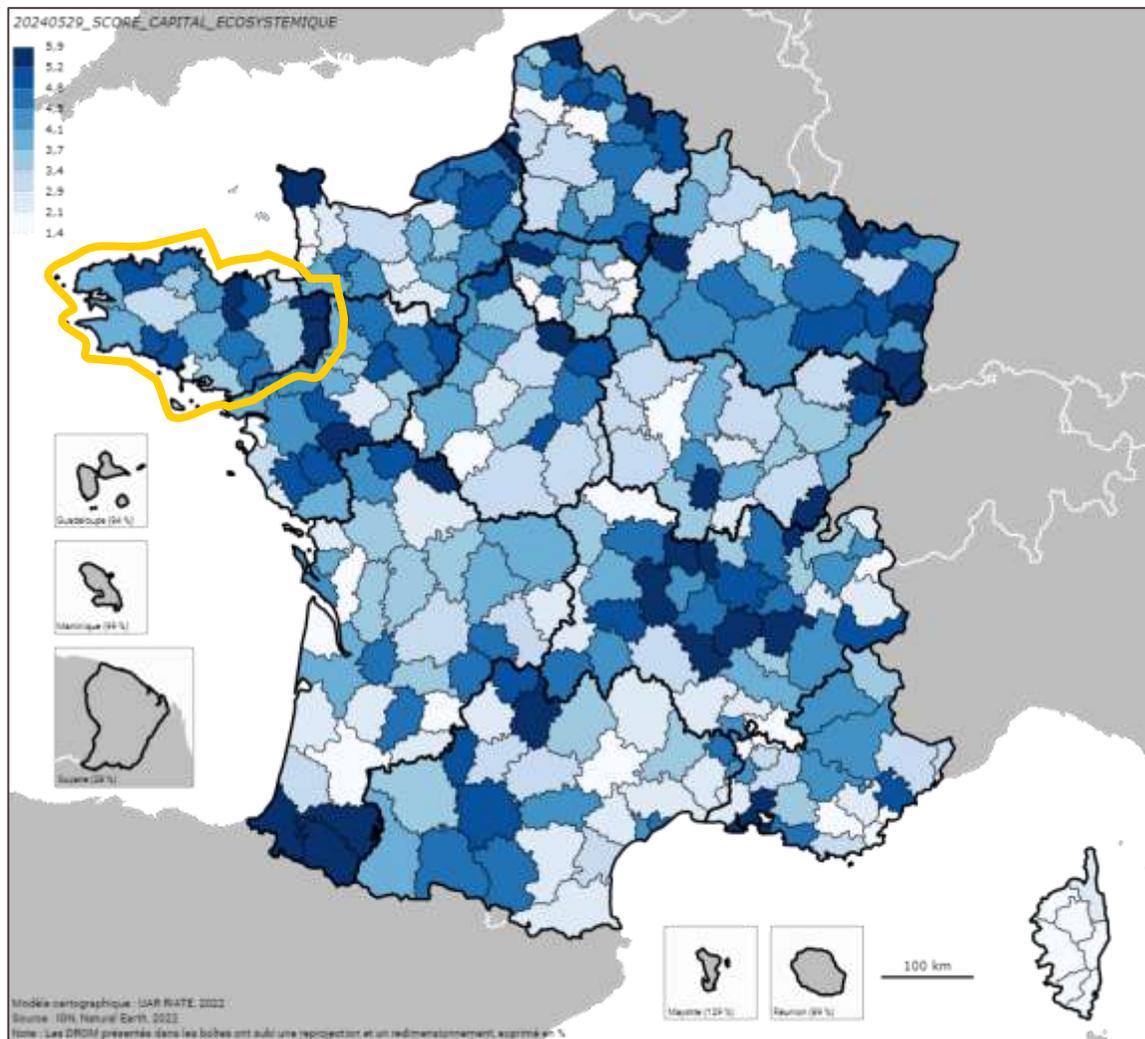
La Bretagne est traversée par des axes autoroutiers comme l'A13 (Paris-Caen), l'A11 (Angers-Nantes), l'A29 (Le Havre-Amiens) et l'A28 (Rouen-Le Mans), qui facilitent le transport routier des marchandises. Les ports de Brest, Saint-Malo, Lorient, Roscoff et Concarneau sont des plateformes multimodales stratégiques pour la logistique. La région dispose toutefois de peu de gares de fret (55 contre en moyenne 120 par région). Les aéroports de Brest Bretagne, Rennes-Saint-Jacques, Lorient Bretagne Sud, et Dinard Pleurtuit Saint-Malo assurent le fret logistique aérien de la région.

La région est marquée par une certaine disparité entre les territoires qui la composent. Deux zones d'emploi concentrent la totalité des sites clés en main : **Morlaix** (14 Ha) et **Lannion** (3 Ha).

*Les régions analysées concernent la France métropolitaine, hors DROM

**Pour une analyse complète des indicateurs, se référer à l'étude [Industrie et Territoires](#) de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024.

LE CAPITAL ÉCOSYSTÉMIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Une spécialisation industrielle, reflet de chaînes de valeur (donneurs d'ordre, sous-traitants, concurrents...) et de pôles de compétitivité structurés, une dynamique passant notamment par le dialogue entre le territoire et ses entreprises, l'attachement à un patrimoine et des savoirs-faires industriels... Ces atouts économiques, parfois immatériels, sont précieux pour tout nouveau projet industriel, et il est difficile de les recréer. Cette carte saisit le capital « écosystémique » des zones d'emploi françaises.

Cette carte prend en compte l'emploi et les entreprises industrielles, les pôles de compétitivité et de recherche, la présence du dispositif Territoires d'Industrie, le nombre de sites Seveso (présentant des risques d'accidents), le nombre d'Entreprises du Patrimoine Vivant (EPV) et l'âge moyen des entreprises industrielles. Elle ne prend pas en compte d'indicateurs d'innovation et de R&D (notamment caractérisées par les SATT*).

UNE EMPREINTE INDUSTRIELLE FORTE DANS LA RÉGION QUI SE PERÇOIT SURTOUT À TRAVERS LE TAUX D'EMPLOI INDUSTRIEL

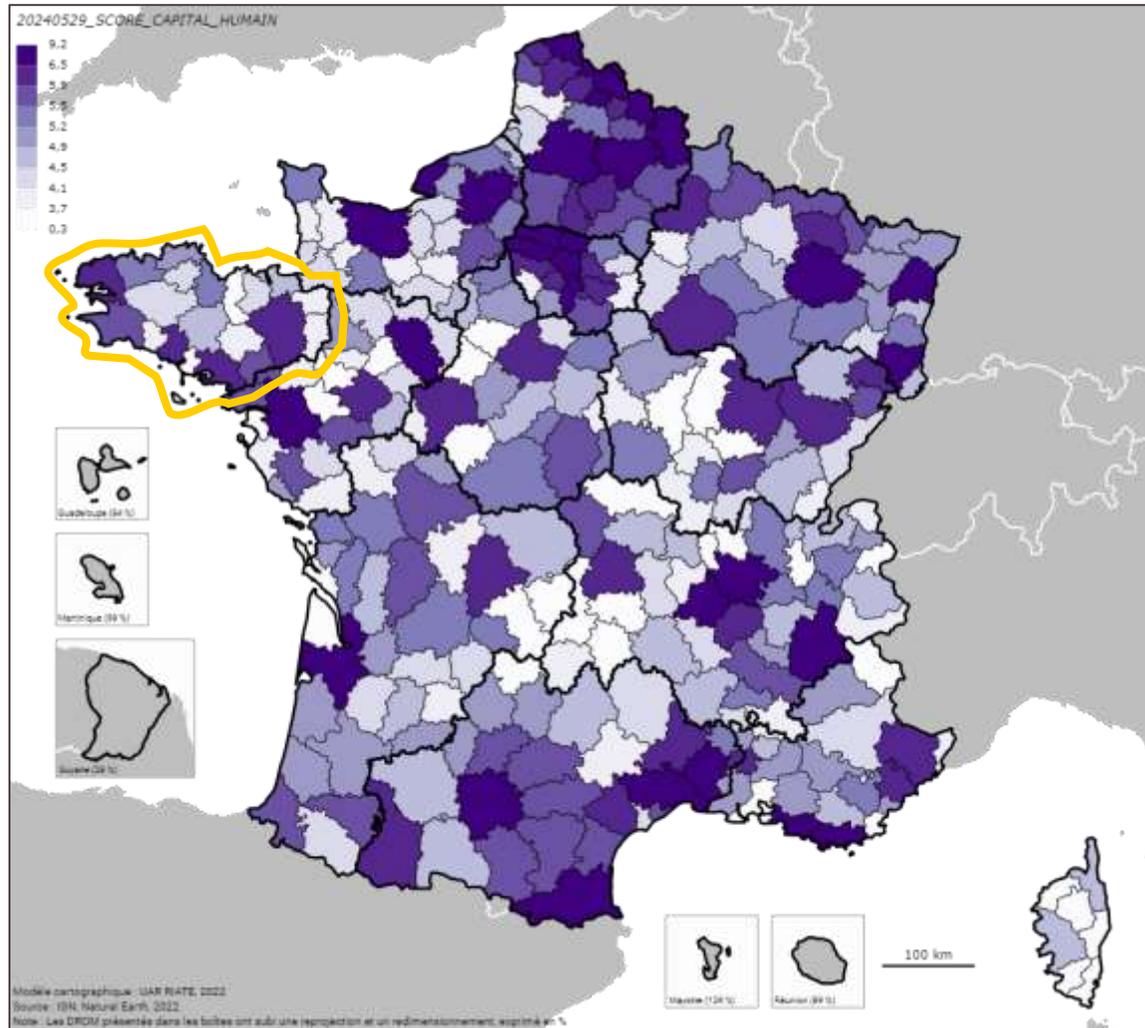
La région se distingue par un taux d'emplois industriels supérieur à la moyenne nationale. La tendance est à la création d'emplois industriels entre 2017 et 2019 : le solde des créations et des destructions est positif et s'élève à 2 804. Enfin, en moyenne 67 % des zones d'emploi de la région sont couvertes par le dispositif Territoires d'Industrie, ce qui est supérieur la moyenne nationale, à 50 %. Les entreprises industrielles affichent un âge moyen de 12 ans, contre 13 ans au niveau national.

Les bassins d'emploi de **Lamballe-Armor**, **Vitré**, **Quimperlé** et **Ploërmel** affichent chacun plus de 30 % d'emplois industriels. Seules trois zones d'emploi affichent un taux d'emploi industriel inférieur à 10 % : **Rennes**, **Saint-Brieuc** et **Vannes**.

La région dispose d'un site industriel compris dans les 100 plus grands de France : Safran Electronics à **Fougères** (Ille-et-Vilaine) et de trois pôles de compétitivité : Image & Réseaux à **Lannion**, Pôle Mer Bretagne Atlantique à **Brest**, Valorial à **Rennes**.

La région dispose de trois pôles de compétitivité : le pôle Images&Réseau à **Lannion**, le pôle Mer Bretagne Atlantique à **Brest** et le pôle Valorial à **Rennes**.

LE CAPITAL HUMAIN



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Face aux tensions sur le marché du travail, les industriels pointent du doigt la pénurie de compétences comme obstacle majeur à leur développement. Le capital « humain » est représenté par la disponibilité et les compétences de la main d'œuvre sur le territoire.

Cette carte prend en compte trois indicateurs : Le nombre d'élèves en dernière année de formation industrielle (BAC+2 et BAC+3 qui forment aux métiers d'ouvriers qualifiés, de techniciens, et d'agents de maîtrise), la présence d'écoles de production et le taux de chômage, qui révèle des viviers de demandeurs d'emploi. Cette carte ne prend pas en compte les ingénieurs ou BAC+5, ni la qualité de la formation ou des métiers recherchés.

UN VIVIER DE TALENTS CONCENTRÉ DANS LES MÉTROPOLES ET GRANDES VILLES

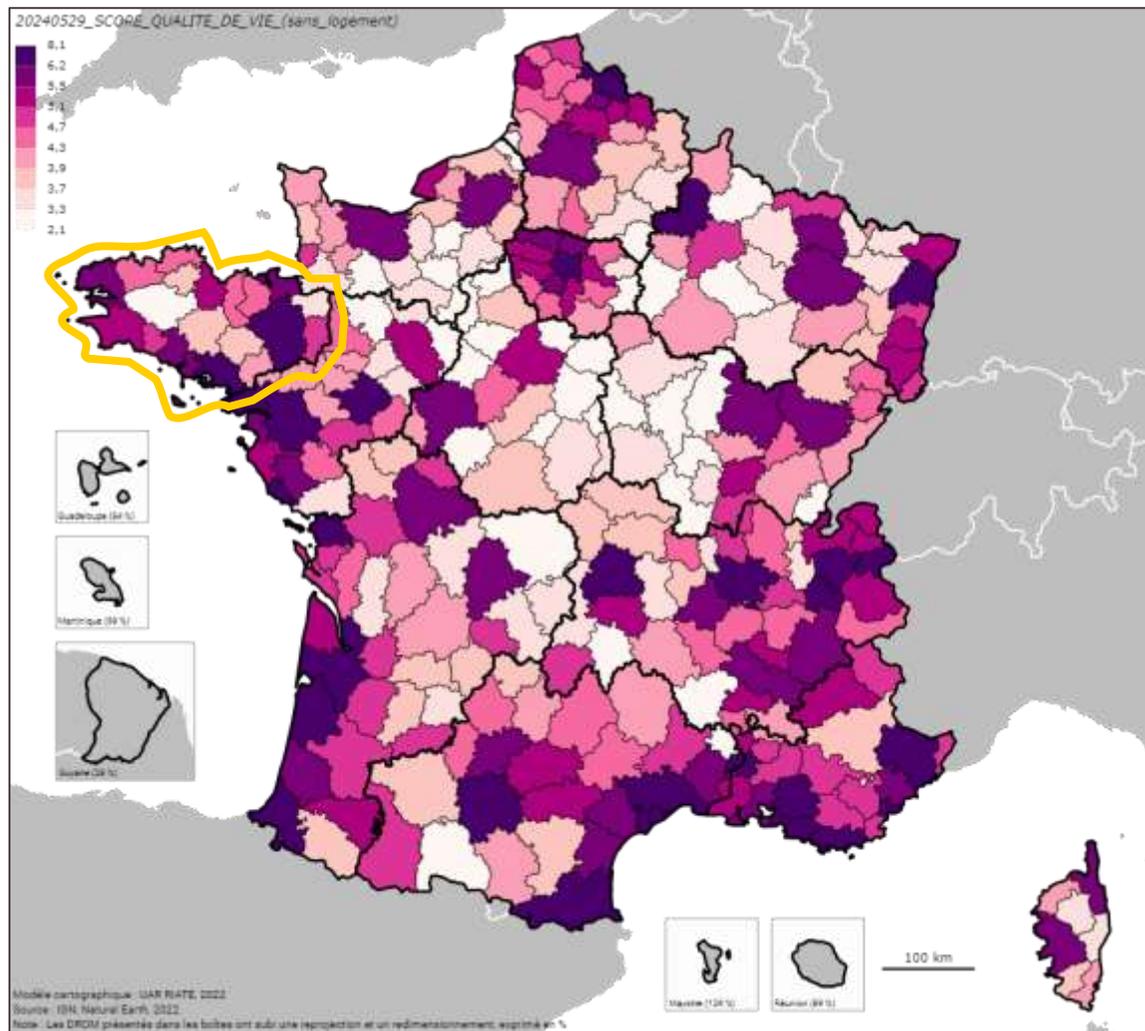
En 2022, la région forme 3 927 élèves en dernière année de cursus en voie professionnelle ou BTS dans des formations liées à l'industrie, soit 5 % des talents du pays*, notamment grâce aux IUT offrant des formations spécialisées (logistique et gestion de production industrielle, science des matériaux, compétences pratiques en mécanique, qualité, maintenance industrielle). La deuxième réserve de main d'œuvre potentiellement disponible pour l'emploi industriel émane des travailleurs au chômage. En Bretagne, le taux de chômage est inférieur au taux de chômage national (6 % vs 7 % en moyenne nationale) : la région est dynamique et ne dispose pas d'un vivier de demandeurs d'emploi aussi élevé que dans d'autres régions.

La région est ici aussi marquée par une certaine disparité entre les territoires qui la composent : des poches les plus dynamiques comme **Rennes, Brest, Lorient** et **Vannes** qui forment à elles quatre la moitié des diplômés de la région, notamment en raison de leur profil de grandes villes où sont situés les IUT.

La région dispose d'une école de production : l'école ICAM à **Vannes**, formant des jeunes de 15 ans et plus, en décrochage scolaire, vers des métiers de conducteur d'installation de production, technicien d'usinage, et à des qualifications en métallurgie.

*Hors cursus ingénieur

LE CAPITAL QUALITÉ DE VIE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte évalue l'attractivité résidentielle des zones d'emploi françaises. Quand bien même un territoire est doté d'un fort potentiel industriel, il faut également qu'il soit attractif et puisse offrir un bon cadre de vie aux travailleurs.

Cette carte prend en compte l'accès aux soins, la mobilité, la proximité des services et le solde migratoire. Elle ne prend pas en compte le prix du logement car il s'agit d'un critère qui peut être source comme conséquence de l'attractivité, ce qui la rend difficile à interpréter.

AU SEIN DE LA RÉGION, UNE ATTRACTIVITÉ QUI VARIE SELON LES BASSINS D'EMPLOI

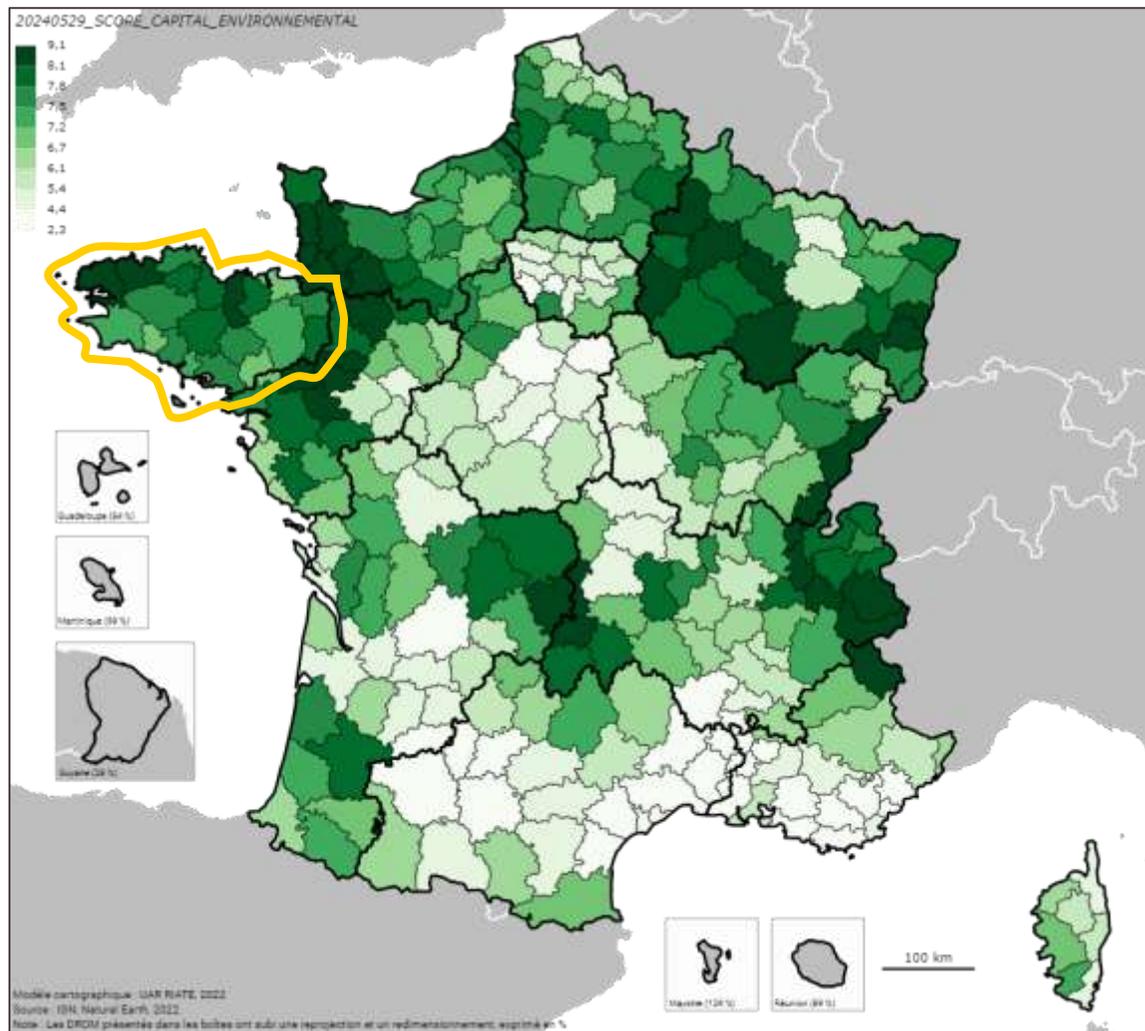
Au global, la région se caractérise par une grande attractivité résidentielle, en témoigne son solde migratoire positif. Entre 2014 et 2020, le solde équilibrant les arrivées et les départs s'élève à 16 200 personnes. Les habitants ont accès en moyenne à 3,8 consultations médicales par an, ce qui est suffisant mais jugé insatisfaisant au regard du droit national*. La région se caractérise toutefois par une mobilité moins conséquente qu'en moyenne dans les autres régions (le nombre de liaisons ferroviaires pondéré par le nombre d'habitants s'élève à 193 contre en moyenne 343 par région) et une moindre centralité des services (signifiant que les services sont concentrés dans certaines zones, tandis que d'autres zones sont plus isolées).

L'attractivité résidentielle est hétérogène au sein de la région : **Rennes** affiche un solde migratoire positif de 7 500 personnes et **Vannes** de 2 097 personnes, tandis que **Carhaix-Plouguer** connaît un solde de - 466. Certaines zones d'emploi sont très bien reliées : **Rennes et Brest** disposent de moyens de transport citadins (tram, métro...) tandis que la plupart des zones d'emploi disposent d'un nombre de liaisons inférieur à la moyenne nationale (la moyenne par zone d'emploi étant de 15). Certaines zones d'emploi proposent une trentaine de commerces et services en moyenne, ce qui en fait des centres dits intermédiaires** tandis que les autres zones d'emploi sont des centres dits locaux, proposant une douzaine de services et équipements du quotidien. La région comprend de nombreuses zones d'emploi où l'accès aux soins est très bon : c'est le cas par exemple d'**Auray**, de **Saint-Malo**, **Brest** et **Vannes** qui proposent près de 5 consultations par habitant par an.

*Code de la santé publique, 2017

**Centralités : comment les identifier et quels rôles dans les dynamiques locales et intercommunales ? INRAE-CESAER, l'ANCT, 2019.

LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte du capital de « résilience environnementale » représente la résilience des zones d'emploi aux risques physiques liés au changement climatique de 2025 à 2035, à partir de projections Bpifrance. Plus une zone est foncée, plus elle est résiliente.

Cette carte prend en compte 5 type de résilience : résilience aux risques de sécheresses, aux risques d'inondation, aux risques de retrait-gonflement des argiles, aux vagues de chaleur et aux incendies. Elle ne prend pas en compte la disponibilité des ressources naturelles ni la présence de sites de biodiversité à protéger.

LA RÉGION EST TRÈS PEU EXPOSÉE AUX RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

La Bretagne est relativement moins exposée aux aléas climatiques, qu'il s'agisse de sécheresses, de mouvements des argiles, de feux de forêt ou encore de vagues de chaleur. Elle est davantage exposée aux inondations mais beaucoup moins que la plupart des régions de France.

Redon, Saint-Malo, Quimperlé et Rennes sont les quatre zones d'emploi les plus sujettes aux inondations.

3

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

I. FOCUS SUR LES RÉPONDANTS DES ENQUÊTES

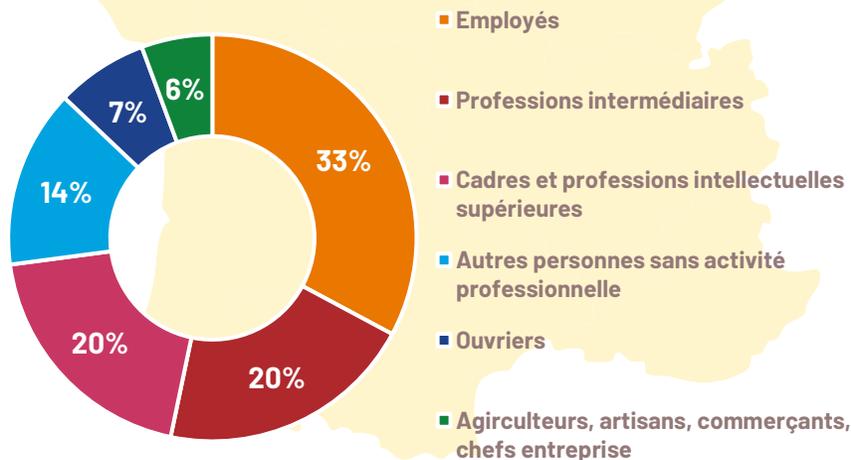
**II. PERCEPTIONS CROISÉES ENTRE CITOYENS ET
INDUSTRIELS**

DÉMOGRAPHIE DES RÉPONDANTS - ENQUÊTE AUPRÈS DES FRANÇAIS

5 000 répondants en France

44 % d'hommes et 56 % de femmes

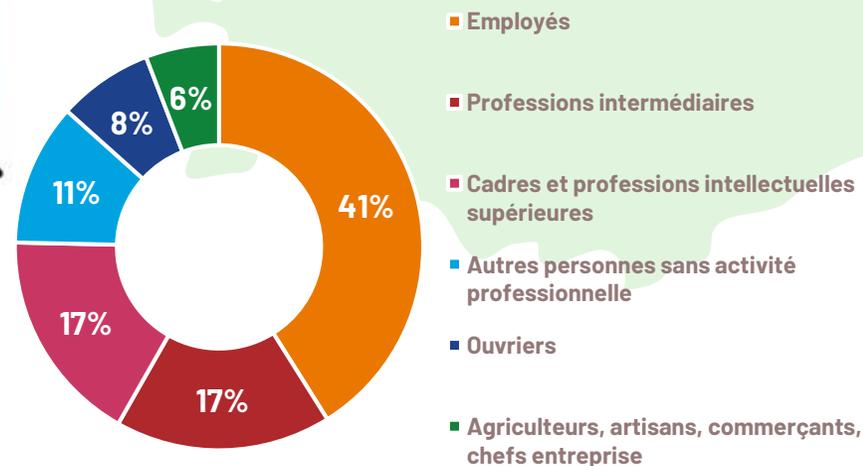
43 % ont plus de 55 ans, 34 % ont entre 35 et 54 ans et 23 % ont moins de 35 ans



Dont 292* en Bretagne

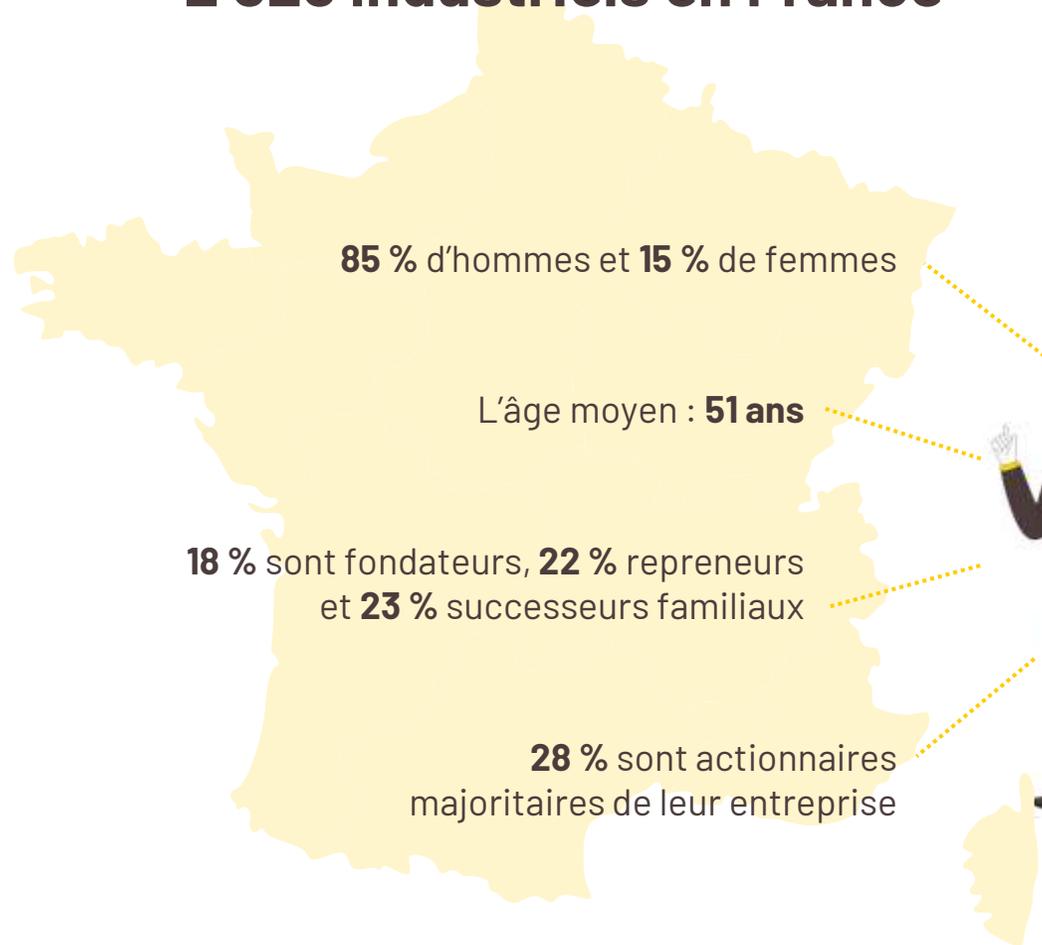
42 % d'hommes et 58 % de femmes

42 % ont plus de 55 ans, 33 % ont entre 35 et 54 ans et 25 % ont moins de 35 ans

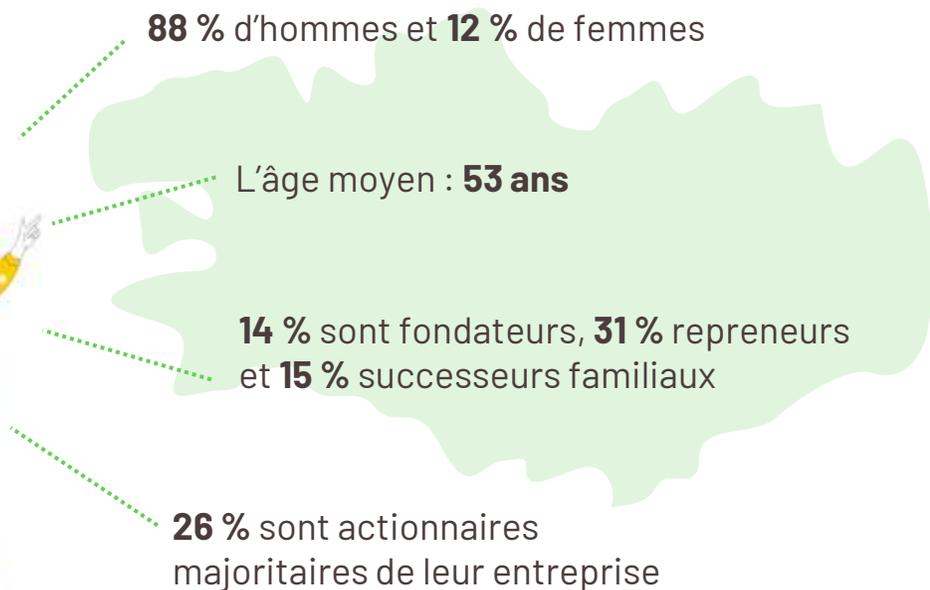


*L'étude concernant la société civile est constituée d'un échantillon de 5 000 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de la région Bretagne représentent 292 personnes.

2 828 industriels en France

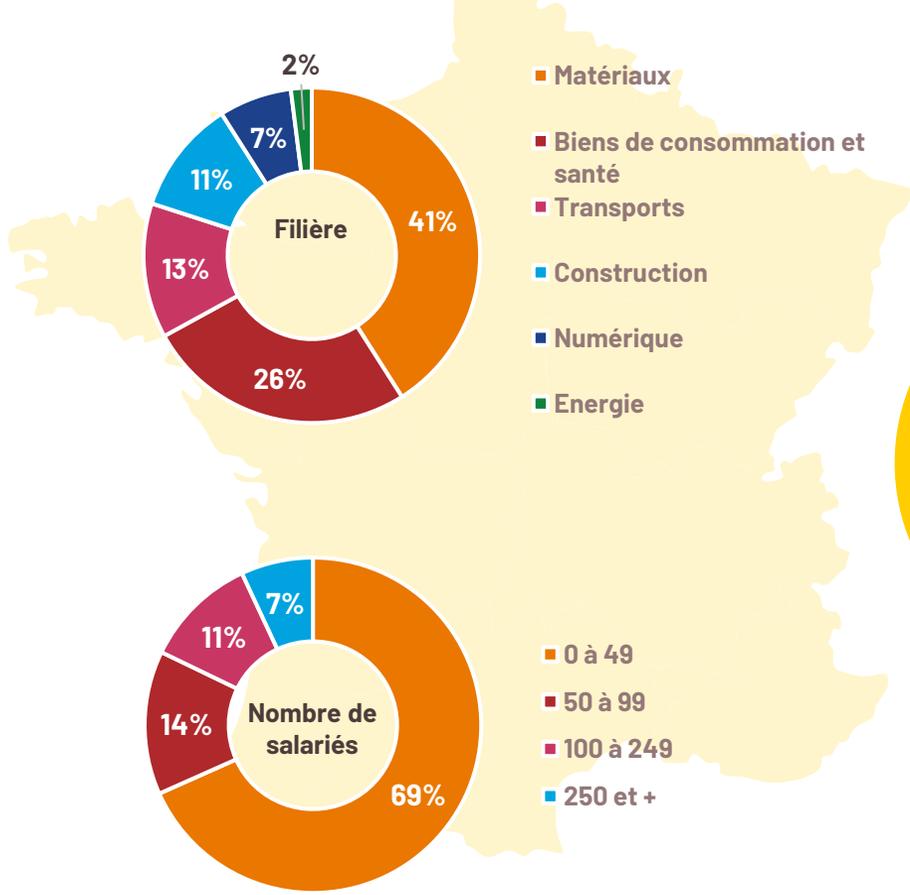


Dont 100* en Bretagne

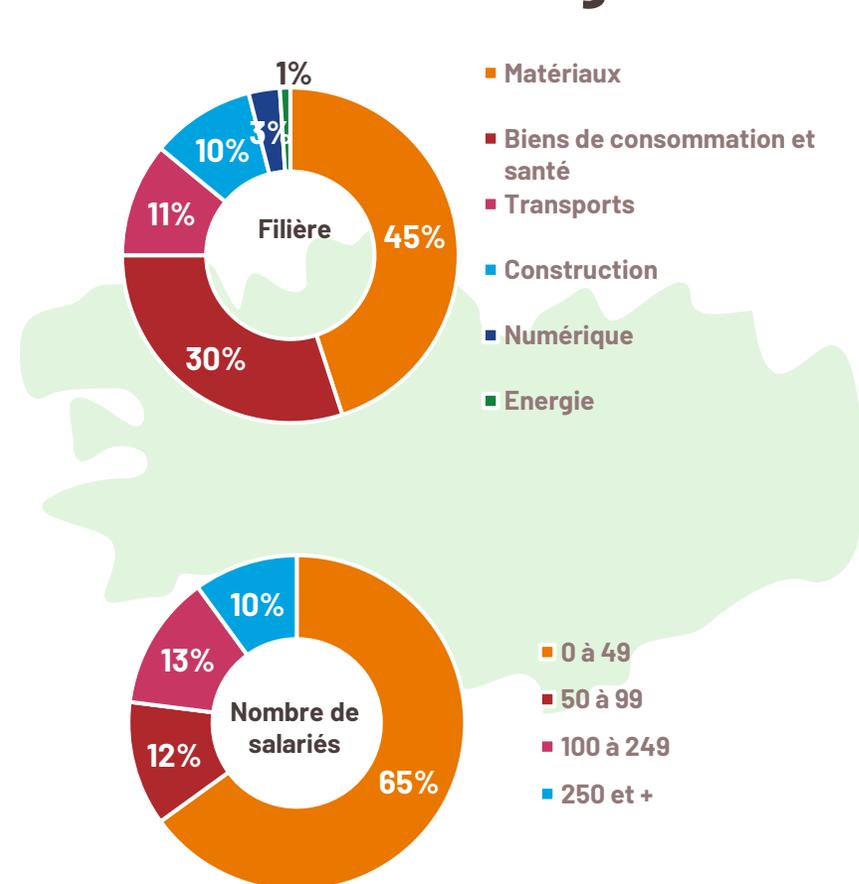


*L'étude concernant les dirigeants industriels est constituée d'un échantillon de 2 828 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions. Les répondants de la région Bretagne représentent 100 personnes.

2 828 industriels en France



Dont 100 en Bretagne



LES FRANÇAIS PERÇOIVENT DAVANTAGE LA RÉINDUSTRIALISATION QUE LES DIRIGEANTS

DANS LA RÉGION, DES INDUSTRIELS PLUS INCERTAINS SUR LA RÉINDUSTRIALISATION EN COURS

- Les industriels bretons (29 %) perçoivent moins la réindustrialisation en cours que leurs homologues dans le reste de la France (35 %). Même si une majorité relative affirme avec certitude ne pas en percevoir (39 % en Bretagne comme en France) le groupe qui différencie les Bretons des Français au global est celui des incertains, plus fortement représentés en Bretagne (32 %) que dans le reste de la France (26 %).

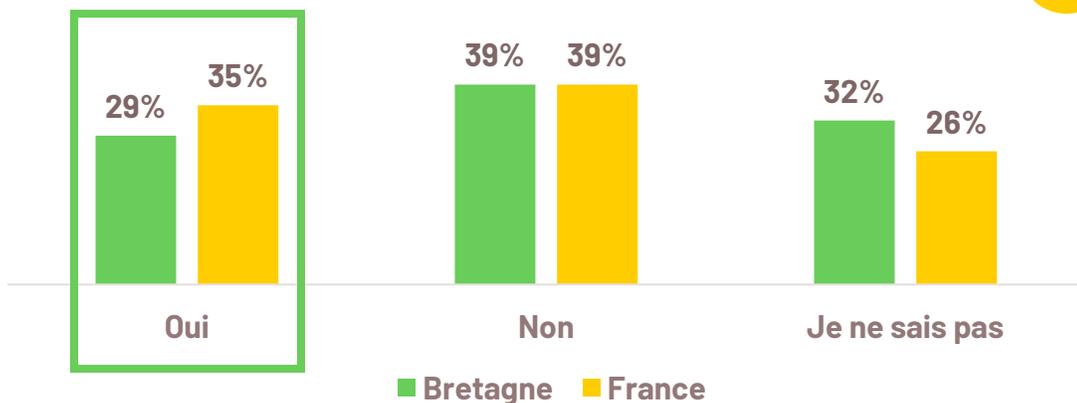
DANS LA RÉGION, LES CITOYENS PERÇOIVENT DAVANTAGE UNE RÉINDUSTRIALISATION EN COURS QUE LES DIRIGEANTS DE LA RÉGION ET PLUS EN PHASE AVEC LA MOYENNE NATIONALE

- Les Français sondés dans notre échantillon sont 40 % à estimer que la France est dans une phase de réindustrialisation, ce qui est davantage que les dirigeants industriels (35 %).
- Les bretons sont quant à eux 42 % à estimer qu'une réindustrialisation est en cours, à un niveau également plus élevé que les dirigeants industriels de leur territoire (29 %).

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

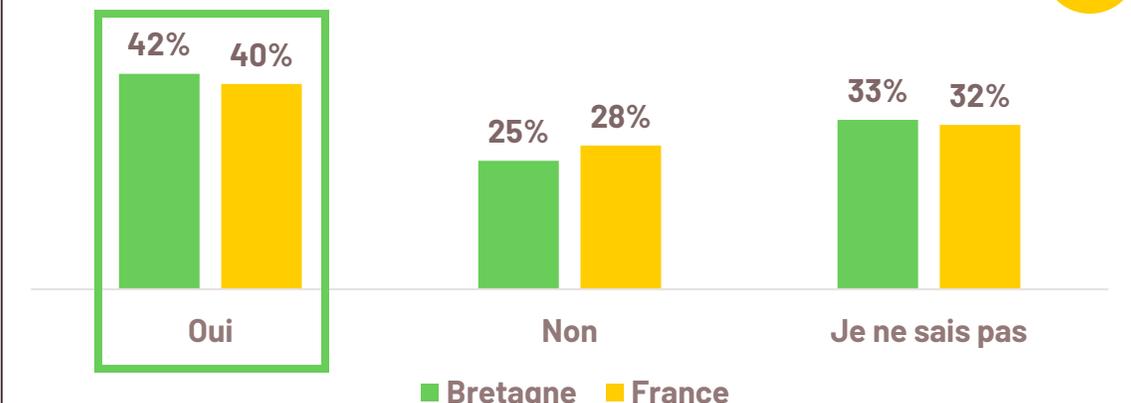
Dans un contexte lié aux enjeux de souveraineté à la suite des crises successives de la Covid et la guerre en Ukraine, on observe que 40 % Français perçoivent la réindustrialisation, laissant supposer que les prises de décision récentes ont eu un effet sur leur perception, plus importante que celle des industriels. Ces derniers apparaissent plus sceptiques : seuls 35 % perçoivent la réindustrialisation. En France, la réindustrialisation peut sembler une injonction politique, dont les effets concrets demeurent encore limités. Si le temps politique est acquis à la réindustrialisation, le temps social est plus lent.

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ?
(Une seule réponse possible) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de Bretagne représentent 100 personnes

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ?
(Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Bretagne représentent 292 personnes

DIRIGEANTS INDUSTRIELS ET HABITANTS N'ONT PAS LA MÊME VISION DE LA PLACE DE L'EMPREINTE INDUSTRIELLE DU TERRITOIRE

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS DE LA RÉGION PERÇOIVENT UNE INDUSTRIE RESTÉE SOLIDE DANS LEUR TERRITOIRE ...

- Les industriels bretons ont plutôt tendance à percevoir leur territoire comme ayant résisté à la désindustrialisation ou même ayant prospéré (77 % regroupés). Cela en fait une perception comparable aux industriels du reste de la France, qui voient également en majorité leur territoire comme ayant résisté ou même prospéré (66 % regroupés).

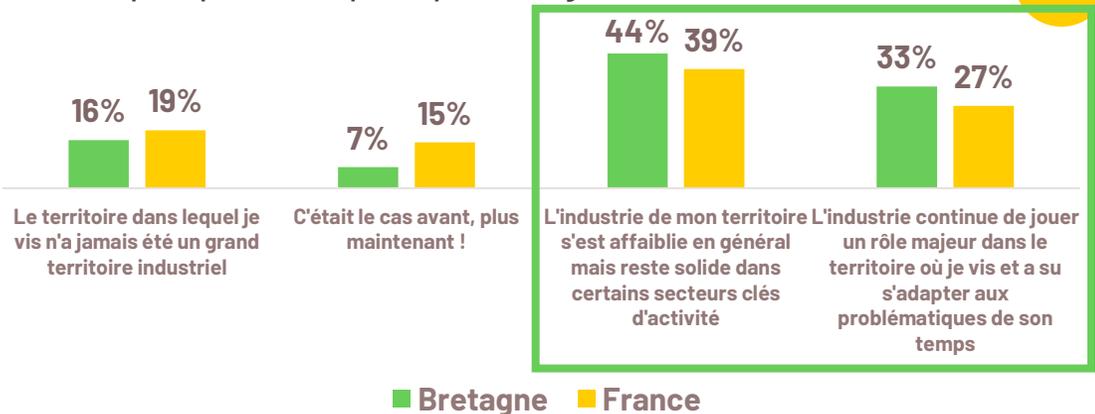
... QUAND LES CITOYENS DE LA RÉGION PENSENT QU'ELLE N'Y A JAMAIS VRAIMENT ÉTÉ PRÉSENTE

- Le décalage entre habitants et industriels bretons sur l'histoire industrielle passée de leur territoire est important. Alors que 51% des Bretons n'ont jamais réellement perçu leur territoire comme industriel, seuls 16% des industriels s'accordent sur ce fait et 77% reconnaissent plutôt une empreinte passée qui a aujourd'hui disparu.
- Ce décalage peut s'expliquer par le fait que la représentation de l'industrie agroalimentaire, dominante sur le territoire, soit assez éloignée de celle de l'industrie « lourde » peut être plus présente dans l'imaginaire des habitants.

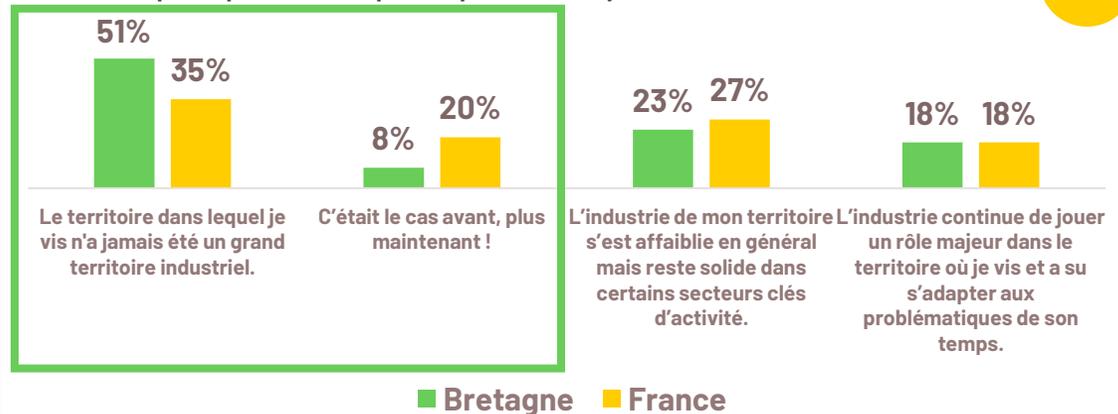
QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

Lorsqu'interrogés sur leur perception de leur territoire, dirigeants et citoyens n'ont pas le même avis : les dirigeants ont tendance à percevoir leur industrie comme ayant su être résiliente à travers le temps, tandis que les Français ont plus de mal à saisir l'empreinte passée ou actuelle de l'industrie dans leur territoire. signe possible que l'industrie n'est pas autant visible et mise en avant que d'autres aspects faisant rayonner un territoire : savoir-faire artisanal, patrimoine, agriculture, etc.

L'endroit où vous êtes implanté, diriez-vous que c'est "un grand territoire industriel" ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



L'endroit où vous êtes implanté, diriez-vous que c'est "un grand territoire industriel" ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
 Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
 Les industriels de Bretagne représentent 100 personnes

Source :
 Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
 Les Français de Bretagne représentent 292 personnes

UNE ACCEPTATION DIFFÉRENCIÉE DES SECTEURS INDUSTRIELS

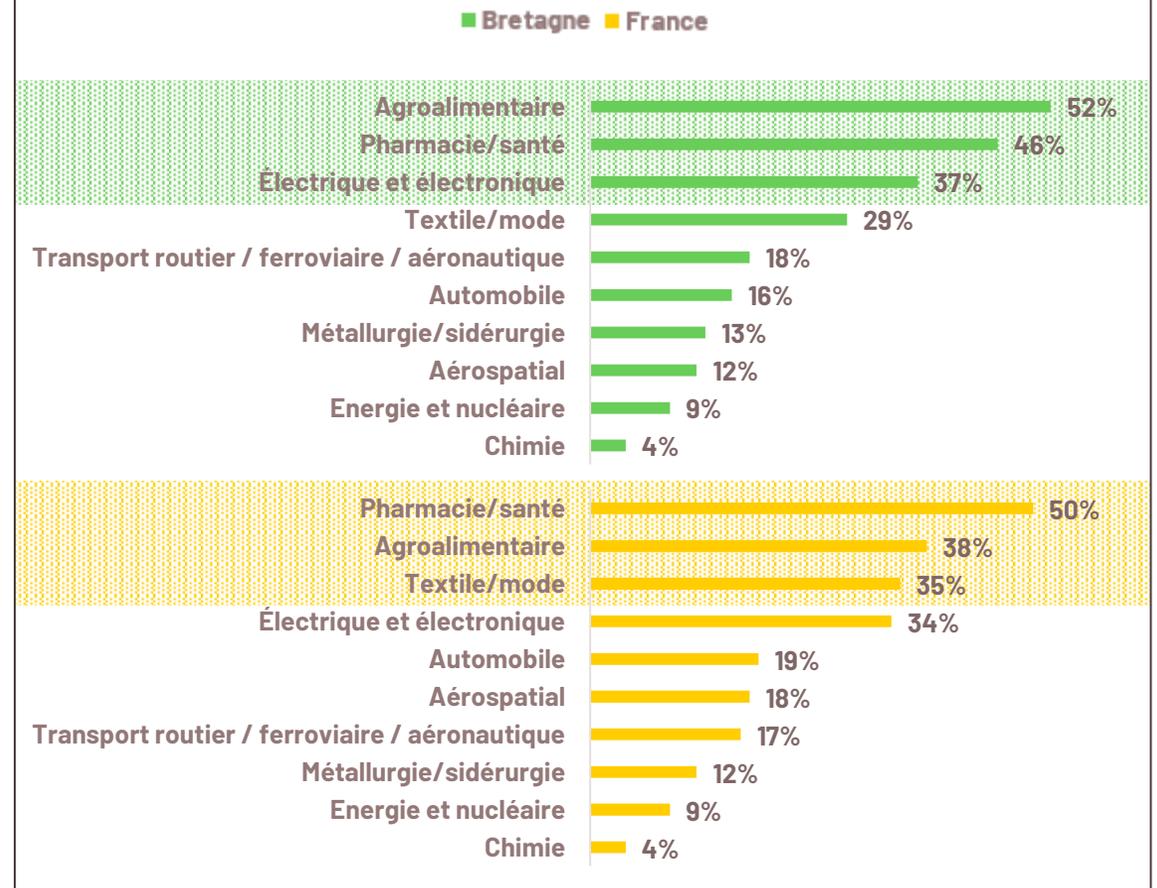
DANS LA RÉGION BRETAGNE, LES CITOYENS PLÉBISCITENT LES MÊMES INDUSTRIES QU'AU NIVEAU NATIONAL, AVEC QUELQUES LÉGÈRES DIFFÉRENCES

- Un territoire aura beau avoir du potentiel pour accueillir l'industrie, il restera à convaincre les riverains pour pouvoir s'y implanter : dans la région, cette acceptabilité est forte pour les secteurs de la **l'agroalimentaire**, de la **pharmacie/santé** et de **l'électrique et électronique**. Les tendances sont similaires au national et il est possible que les secteurs les plus acceptés soient ceux considérés globalement comme les moins dangereux par les populations locales.
- Certaines industries sont davantage plébiscitées par les habitants de la région que par l'ensemble des Français : c'est le cas de **l'agroalimentaire** (52 % vs 38 % pour la moyenne nationale).
- À l'inverse, l'installation de certaines industries est moins plébiscitée par les habitants de la région : c'est le cas de **l'aérospatial** (12 % vs 18 % pour la moyenne nationale).
- Les secteurs de **l'agroalimentaire** et de la **métallurgie** concentrent la majorité des établissements industriels de plus de 10 salariés dans la région. L'agroalimentaire est donc le seul secteur à la fois très plébiscité par sa population, et fortement présent dans la région.

EN FRANCE, LES CITOYENS PRIVILÉGIENT L'IMPLANTATION DE CERTAINS SECTEURS PRÈS DE CHEZ EUX

Cette acceptabilité ne s'aligne pas forcément avec les secteurs jugés les plus importants en termes économiques : si 60 % considèrent que la pharmacie/santé doit être la plus développée en France, ce chiffre se replie à 50 % pour l'acceptabilité de l'implantation d'un site de ce secteur dans sa ville/commune.

Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ?
(Top 10)(Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Bretagne représentent 292 personnes

LES HABITANTS DE LA RÉGION MOTIVÉS POUR TRAVAILLER DANS L'INDUSTRIE

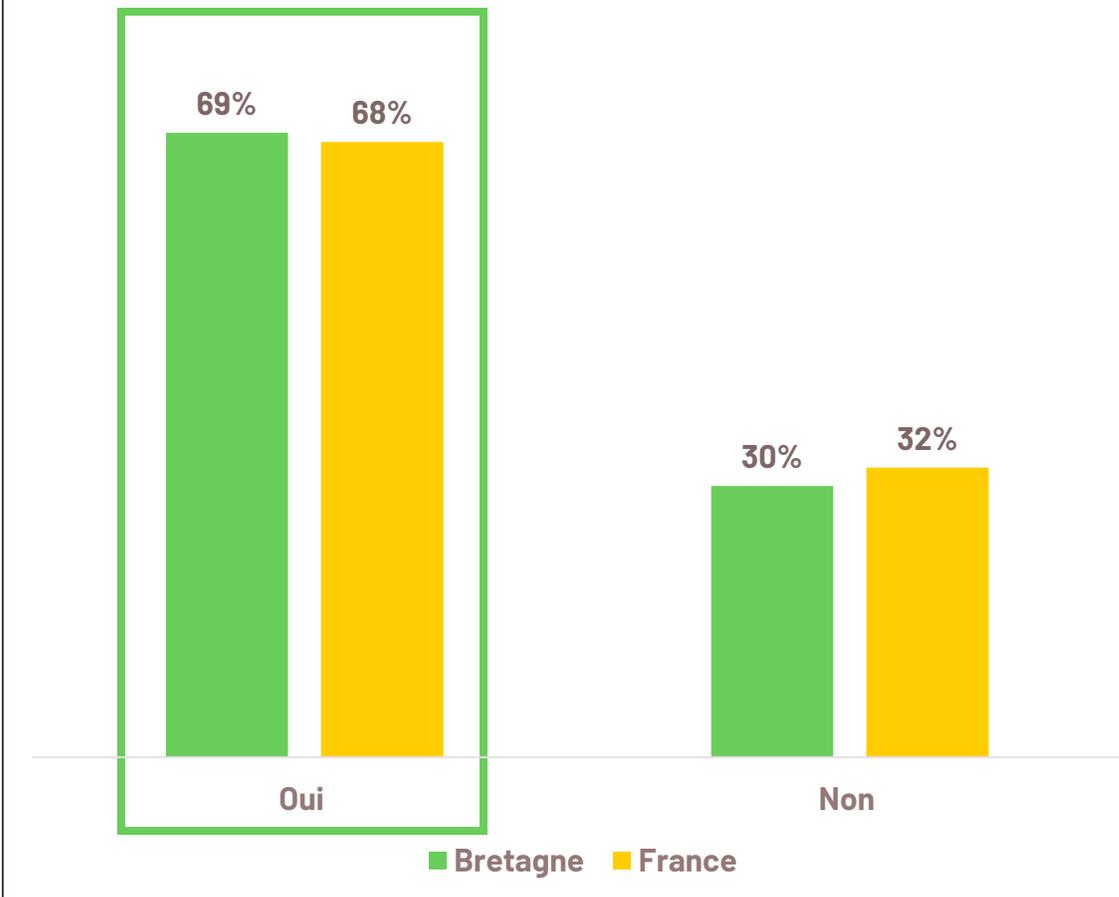
DANS LA RÉGION, LES HABITANTS SONT TRÈS ENCLINS À ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

- **Les habitants de la Bretagne se montrent très favorables à rejoindre le monde professionnel de l'industrie** : 69 % des sondés affirment que s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle, ils accepteraient un nouvel emploi dans l'industrie.
- L'industrie en tant qu'employeur semble, autant au niveau national que régional, bénéficier d'une image très positive.
- Ces résultats sont alignés avec les objectifs du plan stratégique de la région (SRDEII), dont une des plus grandes priorités est l'emploi à travers leur objectif de conforter la base productive bretonne alimentaire et industrielle, dans une perspective de souveraineté.

EN FRANCE, LES CITOYENS ENVISAGERAIENT MAJORITAIREMENT D'ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

Les Français interrogés sont 68 % à envisager d'accepter un emploi dans l'industrie s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle.

Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Bretagne représentent 292 personnes

AU SEIN DE LA RÉGION, DES DISPARITÉS DE PERCEPTION AUTOUR DE LA RÉINDUSTRIALISATION

POURQUOI A-T-ON CHOISI D'ANALYSER CES ZONES D'EMPLOI SPÉCIFIQUEMENT ?

A partir de sa cartographie du potentiel des territoires industriels, Bpifrance Le Lab a interrogé les habitants de 49 zones d'emploi sur leurs perceptions de l'industrie pour analyser des cas d'études différents : certaines zones d'emploi présentent des hauts potentiels dans certains capitaux, d'autres ont un profil plus touristique ou plus industriel.

AU SEIN DE LA RÉGION, LA PERCEPTION DE LA RÉINDUSTRIALISATION EST MARQUÉE PAR LES VÉCUS INDUSTRIELS DES TERRITOIRES

- Au sein de la région Bretagne, les zones d'emploi de **Brest** et de **Lannion** nous ont été suggérées par divers experts de la réindustrialisation pour leur accroissement d'emplois industriels sur les dernières années, témoignant d'une certaine dynamique de réindustrialisation.
- Ce focus sur des zones d'emploi spécifiques permet d'explorer les disparités de perception à une granularité plus fine, ces disparités trouvent souvent leurs sources dans une histoire industrielle particulière, marquée par les ouvertures et fermetures de sites industriels à travers le temps, ainsi que dans le rôle plus ou moins grand qu'auront pris les entreprises industrielles dans la vie du territoire à travers le temps.
- Si les habitants des deux zones d'emploi étudiées semblent moins percevoir la réindustrialisation que le breton moyen (42 %), **les Brestois sont les plus optimistes : ils sont 38 % à percevoir la réindustrialisation en cours**. Les Lannionnais, quant à eux, sont moins nombreux à croire à une réindustrialisation que le reste de la région (34 %).
- On constate une situation inverse sur la considération de son territoire comme industriel : 36 % des Brestois diraient que leur territoire est industriel alors que ce chiffre est de 43 % pour les Lannionnais, légèrement plus optimistes que le Breton moyen (41 %).
- Les deux territoires bretons analysés témoignent d'une propension légèrement moindre à accepter une opportunité professionnelle dans l'industrie que dans la région au global.

Source : Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5000 Français, dont 292 en Bretagne
 Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 4400 Français dans 49 zones d'emploi sélectionnées.
 *Part de répondants ayant répondu « L'industrie de mon territoire s'est affaiblie en général mais reste solide dans certains secteurs clés d'activité » et « L'industrie continue de jouer un rôle majeur dans le territoire où je vis et a su s'adapter aux problématiques de son temps. »

 Région & Zones d'emploi	Bretagne	Brest	Lannion
La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? <i>Part de « Oui »</i>	42 %	= 38 %	- 34 %
L'endroit où vous vivez, diriez-vous que c'est un « grand territoire industriel » ? <i>Part de « Oui » regroupée*</i>	41 %	- 36 %	= 43 %
Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ? <i>Top 3</i>	  	  	  
Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie ? <i>Part de « Oui »</i>	69 %	- 60 %	- 63 %

LEGENDE

-  Pharmacie/santé
-  Textile/mode
-  Aérospatial
-  Electrique/électronique
-  Agroalimentaire
-  Métallurgie/sidérurgie

Ecart à la moyenne régionale

Négatif

- = Ecart < 5 p.p.
- Ecart entre 5 et 10 p.p.
- Ecart > 10 p.p.

Positif

- =
- +
- ++



4

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

STRATÉGIES DES INDUSTRIELS DU
TERRITOIRE

UNE MAJORITÉ ÉCRASANTE D'INDUSTRIELS ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

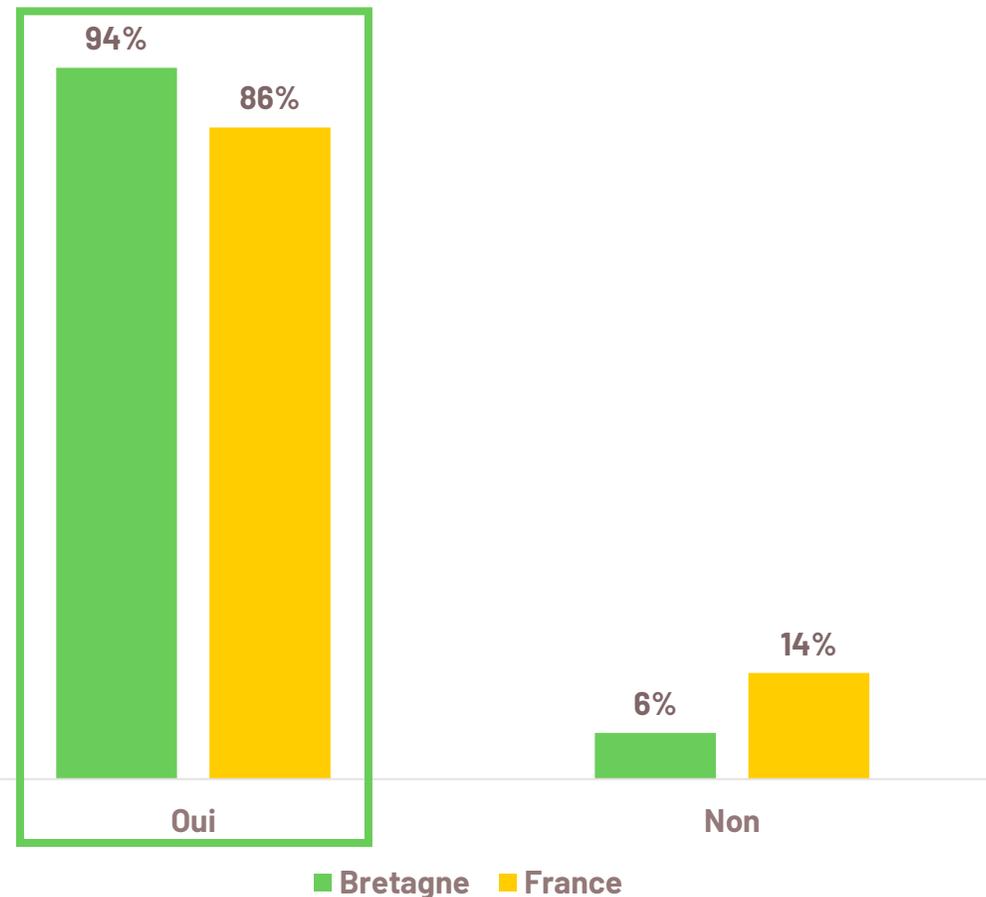
94 % D'INDUSTRIELS ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

- 94 % des dirigeants de la Bretagne se disent attachés à leur territoire. Ce chiffre est bien supérieur à la moyenne nationale qui se situe à 86 %.
- Cet attachement trouve en partie sa source dans l'histoire personnelle des dirigeants avec le territoire. En effet, parmi les dirigeants de la Bretagne dans notre échantillon qui se disent attachés à leur territoire, 48 % y ont grandi, et 22 % y ont fait leurs études.
- Les industriels sont également attachés à leur territoire car ils emploient les talents qui y résident. Ils sont ainsi très conscients du fait que tout déménagement impliquerait une perte de compétences.
- Les industriels de la Bretagne révèlent leur attachement à leur territoire en privilégiant, dans leurs projets de développement, une implantation à proximité de leur usine à un déménagement ailleurs en France (cf slide 44).

EN FRANCE, 86 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

Du fait de leur trajectoire personnelle, les dirigeants sont affectivement liés au territoire où se situe leur site de production. Cet attachement procède d'une histoire au sein du territoire, soit qu'ils y ont grandi (48 % des dirigeants attachés), soit qu'ils y ont fait leurs études ou y ont travaillé (20 %).

Êtes-vous personnellement attaché à votre territoire ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :

Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles

Les industriels de Bretagne représentent 100 personnes



DES INDUSTRIELS PORTÉS VERS LA CROISSANCE

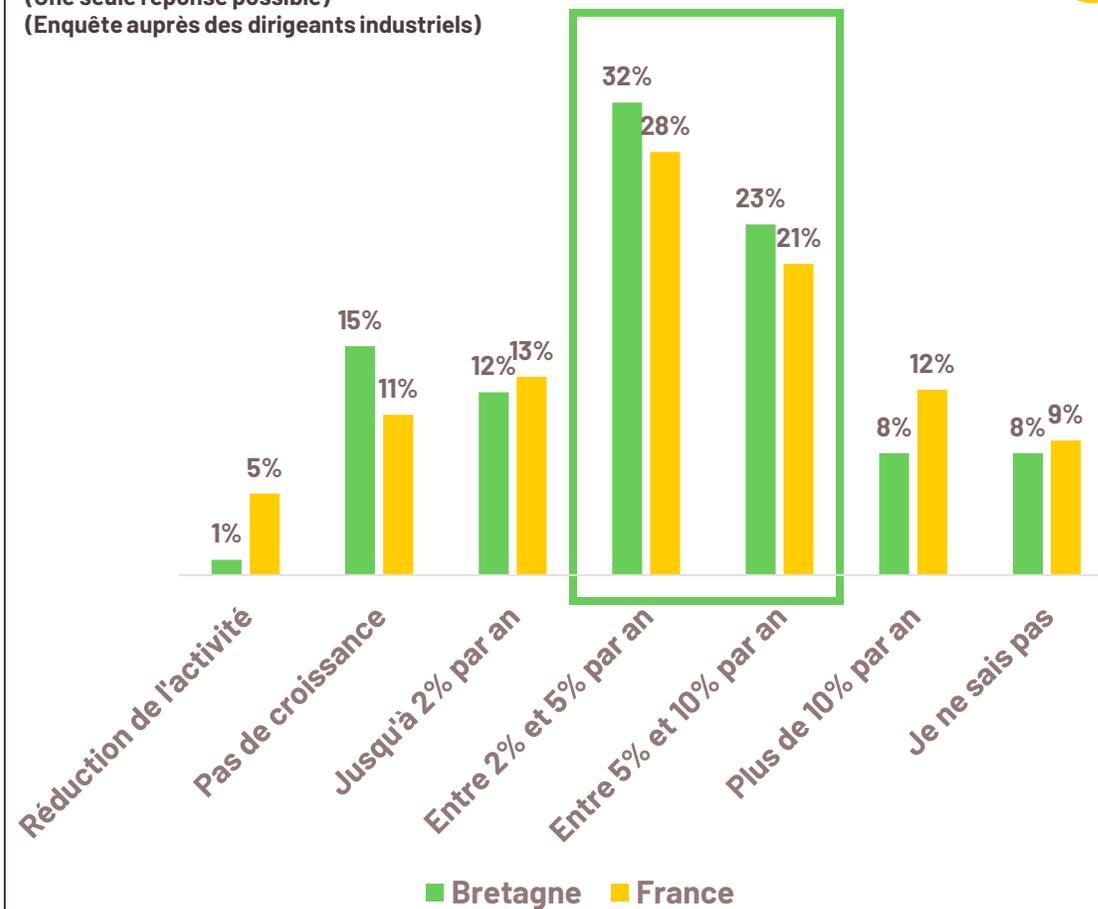
DANS LA RÉGION, 75 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT UNE CROISSANCE DE LEUR ACTIVITÉ

- 75 % des dirigeants de Bretagne prévoient une croissance de leur chiffre d'affaires dans les trois ans à venir. Ce chiffre est en alignement avec la moyenne nationale qui se situe à 75 %.
- En Bretagne, parmi les industriels sondés exprimant des prévisions de croissance pour leur activité, 51 % traduisent leur stratégie de croissance en un projet de nouvelle implantation, ce chiffre étant de 63 % au niveau de la France.

EN FRANCE, 75 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT DE FAIRE CROÎTRE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES

L'étude nationale a mis en avant des dirigeants industriels optimistes dans leurs ambitions de croissances. Les PME (hors TPE), les ETI et GE prévoient de croître d'au moins 4 % par an sur les 3 prochaines années. Les start-up industrielles communiquent des perspectives de croissance plus fortes à 10 % par an au moins,

Quelle est la croissance annuelle moyenne prévue de votre chiffre d'affaires dans les 3 prochaines années ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)

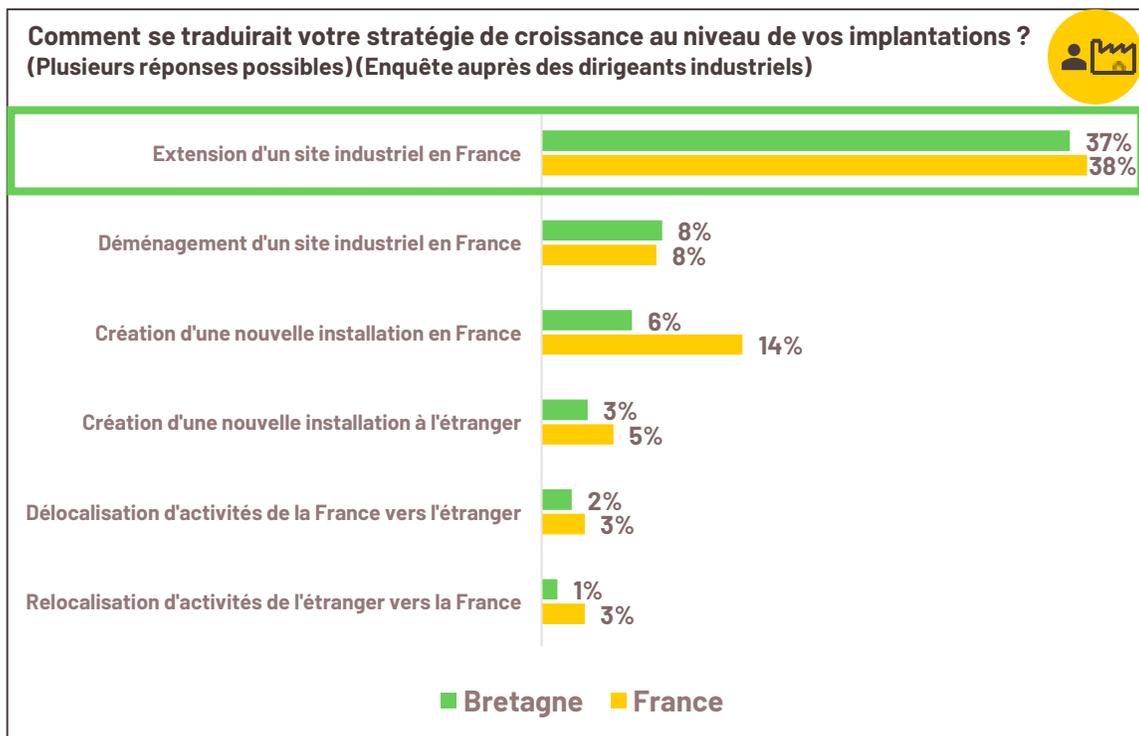


Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de Bretagne représentent 100 personnes

PARMI DIFFÉRENTES MODALITÉS D'IMPLANTATION, LES DIRIGEANTS CHOISIRAIENT L'EXTENSION DE SITE EXISTANT

LES DIRIGEANTS CHOISIRAIENT D'ÉTENDRE LEURS SITES INDUSTRIELS EXISTANTS

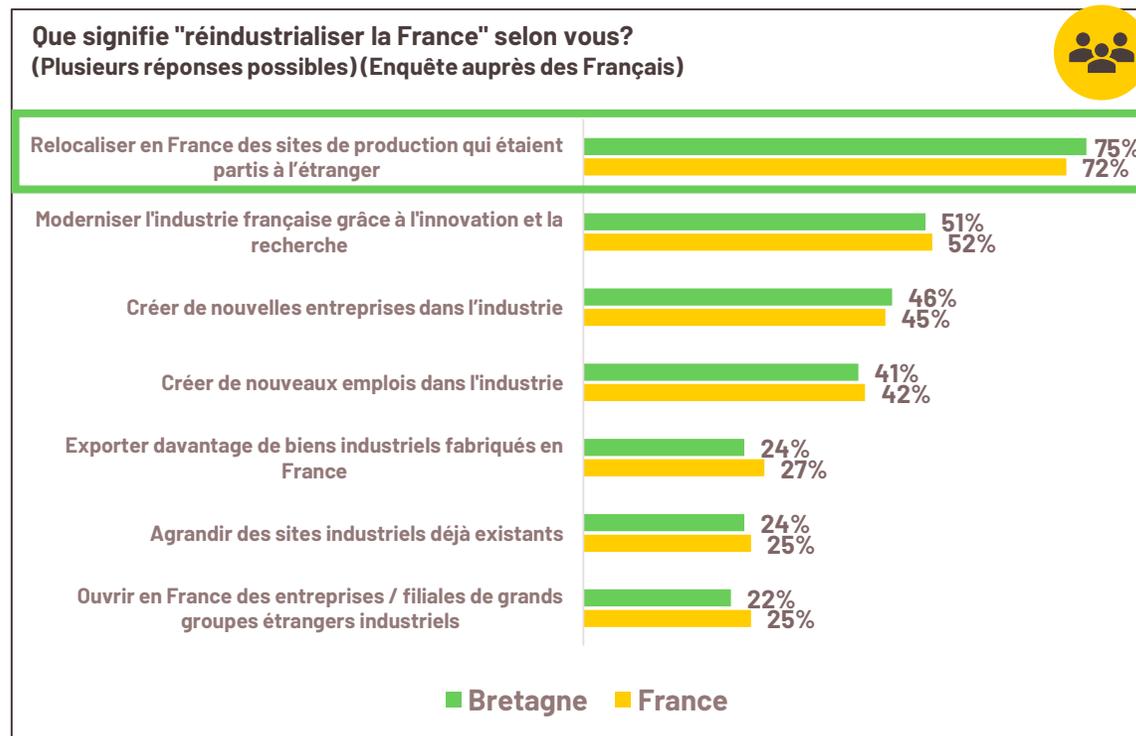
- Lorsqu'ils ont un projet d'implantation, les dirigeants de la région Bretagne comme ceux de l'échantillon France privilégient les extensions de sites industriels existants (respectivement à 37 % et 38 %).
- Les dirigeants de la Bretagne, en revanche, se projettent moins dans la création de nouvelles installations en France (6 %) que les dirigeants français dans leur ensemble (14 %).



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de Bretagne représentent 100 personnes

... ALORS QUE FRANÇAIS ET BRETONS ASSOCIENT PLUTÔT RÉINDUSTRIALISATION À RELOCALISATIONS

- 72 % des Français et 75 % des Bretons pensent que réindustrialiser signifie relocaliser et seul un quart cite l'agrandissement de sites existants. Ces réponses révèlent un décalage entre les représentations des citoyens sur l'industrie et les réalités vécues par les industriels.



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Bretagne représentent 292 personnes

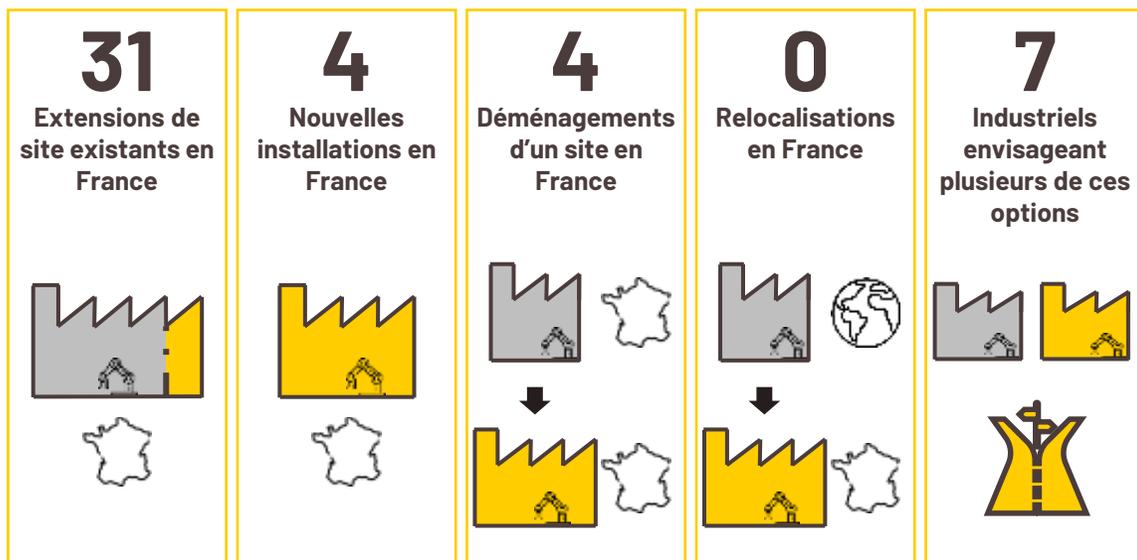
LE PROFIL DES INDUSTRIELS DE LA BRETAGNE PORTANT UN PROJET D'IMPLANTATION EN FRANCE

AU NIVEAU NATIONAL

Au niveau national, 1493 industriels sondés par notre enquête nous ont fait part d'un projet d'implantation pour développer leur activité en France. Il s'agit de projets d'extensions de sites existants, de créations de nouvelles installations en France, de déménagements et de relocalisation de sites en France.

LES PROJETS D'IMPLANTATION DES DIRIGEANTS DE LA BRETAGNE S'INCARNENT PRINCIPALEMENT DANS DES EXTENSIONS DE SITE

En Bretagne, 46 industriels (sur les 100 sondés) ont exprimé avoir le projet d'une nouvelle implantation en France :



Caractéristiques de ces 46 industriels porteurs de projets d'implantation en France et de leurs entreprises

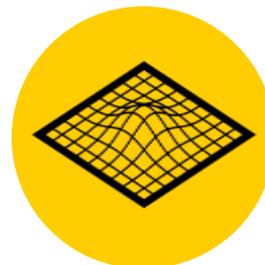


Les 3 filières les plus représentées sont:

- Agroalimentaire
- Mines et métallurgie
- Chimie et matériaux



Le nombre moyen de salariés de l'entreprise est de 118



18 dirigeants sur 46 expriment un besoin foncier inférieur à 2Ha pour leur projet d'implantation

Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les Industriels de la Bretagne représentent 100 personnes

EN BRETAGNE, LE PREMIER FREIN AUX PROJETS INDUSTRIELS EST LA PÉNURIE DE COMPÉTENCES

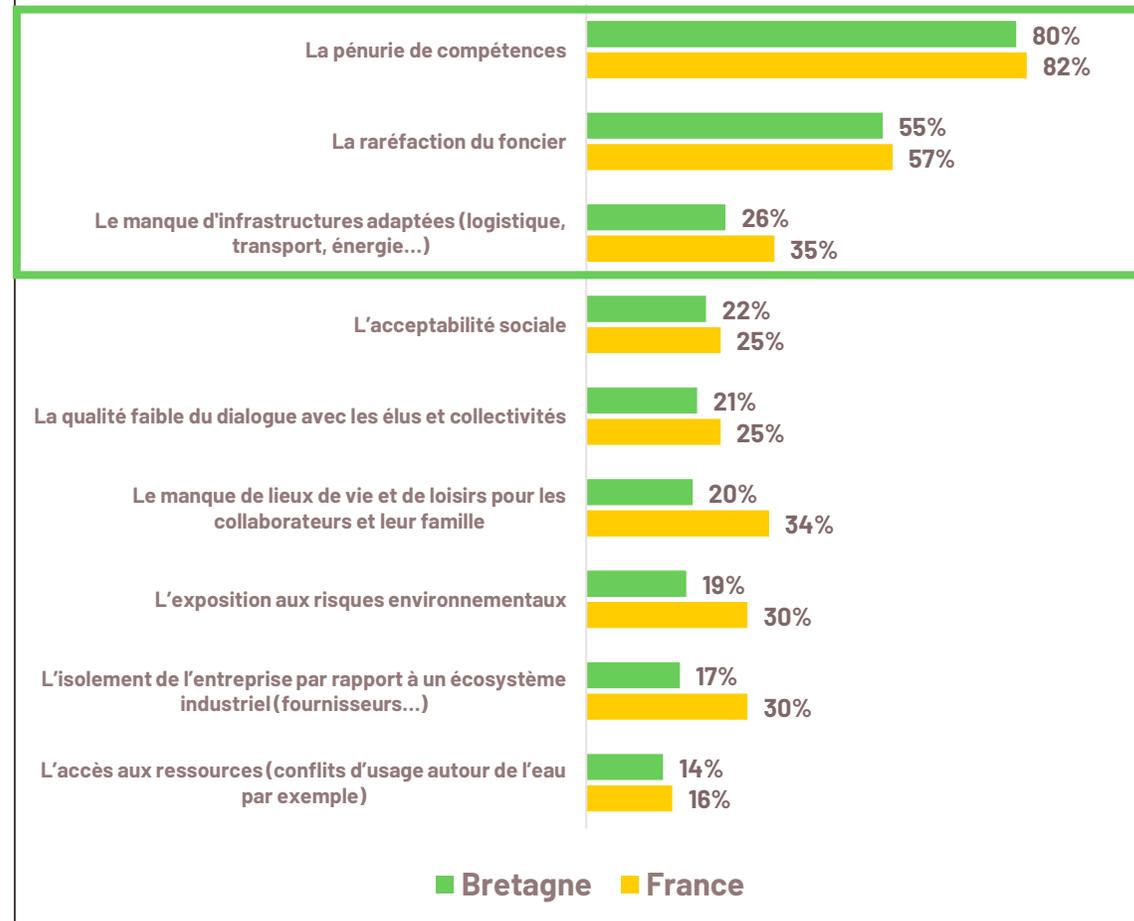
LES PÉNURIES DE COMPÉTENCE, DE FONCIER ET D'INFRASTRUCTURES AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DES INDUSTRIELS BRETONS

- Les industriels bretons se heurtent aux mêmes problématiques locales que dans le reste du pays : les compétences et le foncier demeurent les principaux freins aux projets industriels.
- Au global, les industriels bretons se sentent moins affectés par d'autres freins locaux que leurs homologues dans le reste du pays. Par exemple, 26 % identifient le manque d'infrastructures logistiques comme un frein, contre 35 % au niveau national. 20 % identifient le manque de lieux de vie pour les collaborateurs, contre 34 % au niveau national. 17 % identifient l'isolement à son marché, contre 30 % au niveau national.

EN FRANCE, LA PÉNURIE DE COMPÉTENCES EST LE PREMIER FREIN AUX PROJETS INDUSTRIELS

Trouver de la place pour y installer une nouvelle ligne de production est plus facile que de trouver de la main d'œuvre pour l'opérer : la pénurie de compétences est le principal frein au niveau local, devant la raréfaction du foncier. Lorsque l'on prend en compte le fait que ces projets prennent en premier lieu la forme d'extensions de sites déjà implantés, recruter reste le défi majeur des industriels.

Quels freins locaux identifiez-vous à vos projets industriels ? (Plusieurs réponses possibles) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de Bretagne représentent 100 personnes



CONTACTS



bpifrance-lelab@bpifrance.fr



www.lelab.bpifrance.fr



www.x.com/BpifranceLeLab

Elise TISSIER,

Directrice, **Bpifrance Le Lab**

elise.tissier@bpifrance.fr

Bao-Tran NGUYEN,

Responsable du pôle études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

doan.nguyen@bpifrance.fr

Tatiana LLUENT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

tatiana.lluent@bpifrance.fr

Matéo SZMIDT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

joseph.szmidt@bpifrance.fr

SERVIR L'AVENIR

bpifrance